

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 24 - DIM 25 - LUN 26 JUIN 1978 - N° 726

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## ● MOULINEX «UNION, ACTION OCCUPATION!»

(Lire en page 7)



## ● ARSENAUX Chaque jour plus de grévistes dans l'action

(Lire en page 6)

## ● BOUSSAC Manifestations à Epinal et à Paris au Crédit Lyonnais

Lire nos informations en page 4 et notre reportage en page 12

## LETTRE OUVERTE AU PCF D'UN O.S. DE RENAULT CLÉON

Ex-membre  
du Comité de  
section de l'usine

«Les départs normaux, les décès, les camarades qui déménagent dans une ville ou un village où il n'y a pas d'organisation du parti»: voilà à quoi, selon Marchais, se réduisent les pertes du PCF.

Au même moment, la lettre ouverte d'Yves Caron, OS à Renault-Cléon, au secrétaire fédéral de la Seine-Maritime éclaire d'un tout autre jour la crise du PCF.

C'est en tirant les leçons de la lutte que cet ouvrier, qui était membre du Comité de Section du PCF de l'usine, a été amené à rejeter ce parti, à dénoncer publiquement ce parti qui n'a plus rien à voir avec les aspirations et les intérêts de la masse des ouvriers, et qui s'y oppose.

Lire en page 3

## Essence : + 11 %

Barre a précipité les choses : dès vendredi matin, l'augmentation de 11 % du prix de l'essence est entrée en vigueur. Aucune hausse du brut ne pouvant servir de prétexte, on a pris celui de financer la formation des jeunes... La France a l'essence la plus chère d'Europe juste après l'Italie et le Portugal.

## L'ex-PDG des houillères inculpé d'homicide

Héquet l'ancien directeur des Houillères du Bassin Nord - Pas-de-Calais est poursuivi pour «homicides et blessures involontaires». Il est accusé par le Juge De Charette d'avoir une part de responsabilité principale dans la mort d'un fermier et de ses trois filles asphyxiés par une fuite de gaz s'échappant d'une canalisation appartenant aux Houillères.

## RFA-Bulgarie : Les policiers collaborent

Till Meyer, ainsi que trois autres Allemands de l'Ouest proches de la Fraction Armée Rouge, après avoir été arrêtés en Bulgarie, ont été aussitôt extradés par ce pays vers la RFA.

(Lire en page 10)

## Bombardements ethiopiens en Somalie

L'aviation éthiopienne a bombardé jeudi matin plusieurs villes et villages somaliens situés près de la frontière, faisant 6 morts et 43 blessés.

Mercredi dernier, le Front de Libération de la Somalie occidentale annonçait dans un communiqué qu'il avait détruit une des principales bases aériennes de l'Éthiopie en Ogaden, précisant que 87 soldats «éthiopiens et étrangers» avaient été tués et de nombreuses armes saisies.

# Les contestataires du PCF

## QUELLES ALLIANCES ?

### 1 - La position d'Elleinstein

Par  
Suzanne VALLÉE

● Les résultats électoraux ont montré une stagnation, et même une régression, du score électoral du PCF. Assurément, cet échec sanctionne une attitude et une politique. Mais faut-il, comme le fait Elleinstein, y voir le rejet par les intellectuels et les couches moyennes, d'un parti qui a trop mis l'accent sur «les pauvres»? Ou, comme le pense Althusser, l'attribuer principalement à un désaveu de la

classe ouvrière? Pourtant, quelle politique d'alliance définir pour un parti qui se dit communiste, qui se prétend révolutionnaire?

A ces questions, que chacun se pose avec plus ou moins d'exigence, les «contestataires» du PCF apportent deux types de réponse, deux types de solutions propres, selon eux, à étendre l'influence de leur parti.

#### «Épouser les revendications des couches moyennes» ?

Pour Elleinstein, si les suffrages qui se sont portés sur le PCF ne dépassent pas 20 % des voix, c'est parce que la propagande du parti n'a pas mordu sur les couches moyennes, ingénieurs, cadres, techniciens, ni sur les intellectuels. Séduire les couches moyennes, clientèle offerte au PS, devient ainsi à ses yeux la tâche prioritaire. «Le PCF, écrit-il, n'a pas mordu sur les couches moyennes salariées et sur les intellectuels, mais au contraire, il a perdu très nettement par rapport à 73». Le peu qu'il aurait gagné dans les campagnes ne serait pas compensé par les pertes qu'il enregistre chez les ouvriers très qualifiés. «Surtout dans les régions dont le développement culturel est le plus grand».

A quoi peut tendre cette dernière remarque? Certes, beaucoup de lettres soulignent avec justesse que le PCF a développé une «campagne électorale pour assistés». Mais ce n'est pas là le fond de la position. En soulignant l'importance du niveau «culturel», Elleinstein s'attache à saisir, dans ce qu'il reconnaît encore comme la classe ouvrière, ce qui est susceptible de la rapprocher des classes moyennes, de la petite bourgeoisie.

En soulignant le fait que, à la différence de son puissant homologue italien, le PCF «est capable d'étendre son influence au-delà de l'espace politique et social dans lequel il se meut», Elleinstein semble également tenir pour acquis que le PCF est bien, est totalement, le «Parti de la classe ouvrière». Dès lors, toute défaite enregistrée par lui ne pourrait plus être attribuée qu'à une recherche insuffisamment poussée des alliances de classe.

#### Où s'arrêtent les «riches» ?

Cette analyse est bien commode pour permettre à Elleinstein de développer ses positions favorites : le PCF se serait, au cours de sa campagne, montré «sectaire» à l'égard des couches moyennes, et intellectuelles, qui seraient «sous-employées» dans le Parti. En quoi sectaire? En mettant l'accent sur «le PCF, parti des pauvres» et sur le mot d'ordre «faire payer les riches» mot d'ordre essentiellement am-

bigu (où commencent les riches? où s'arrêtent-ils?), il aurait campé sur des positions «ouvriéristes» qui lui auraient aliéné les ouvriers qualifiés et les couches moyennes, ceux-ci se seraient, en effet, sentis menacés par cette propagande, surtout dans la mesure où Marchais, dans ses derniers discours, ne mentionnait plus ces couches spécifiques.

Par là, le PCF aurait tourné le dos à la ligne du 22<sup>e</sup> congrès, qui prêchait «l'Union du peuple de France», et voulait unir toutes les couches «non monopolistes».

Comment réaliser cette union? Pour Elleinstein, la réponse est simple : il suffit que le PCF donne «toute leur place» aux intellectuels. Ensuite, qu'il «change de langage», qu'il «épouse les revendications et l'état d'esprit» des couches moyennes salariées, des ingénieurs, des techniciens, des cadres.

#### Un parti «comme les autres»

On voit à quoi tend cette position : sous le prétexte fallacieux que «la classe ouvrière n'est plus ce qu'elle était», que nombreux seraient les ouvriers qualifiés qui jouissent d'un certain confort, même s'il est acquis au prix d'un travail pénible, qu'en conséquence, ils seraient moins sensibles aux problèmes revendicatifs, et davantage aux «grands problèmes de société, de civilisation et de culture», se dissimule en fait un abandon ouvert de la prétention du PCF à être le parti de la classe ouvrière. Loin de se poser en défenseur des intérêts spécifiques de cette classe, le PCF devrait ne retenir dans sa politique, en définitive, que ce qui peut être partagé par la petite bourgeoisie. Au bout du compte, le PCF deviendrait un parti «comme les autres» ayant une certaine clientèle dans toutes les couches de la société.

La politique d'alliance proposée vise donc à permettre au PCF, non à la classe ouvrière, d'étendre son influence. Ce n'est pas un hasard, si l'accent, chez Elleinstein, est ainsi porté sur les ouvriers «très qualifiés» : ils sont, dans une certaine mesure, un pont vers les couches moyennes.

En fait, c'est le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la construction du socialisme qui se trouve nié ici. La société socialiste se trouve réduite à un «bloc» rassemblant, sur un pied d'égalité, classe ouvrière, petite et moyenne bourgeoisie. «C'est, rappelle Elleinstein se référant d'ailleurs au 22<sup>e</sup> congrès, l'alliance historique des ouvriers, des travailleurs, de couches moyen-



Elleinstein a beaucoup de sympathie pour le révisionnisme à l'espagnole de Carrillo.

nes et intellectuelles» qui «doit constituer le nouveau bloc de pouvoir, lequel exprimera le contenu social du futur Etat socialiste».

Dans la conception d'Elleinstein, l'Etat socialiste apparaît comme une forme figée, quasi-définitive, où coexistent pacifiquement (à quel prix?) des couches aux intérêts divergents, apparemment réconciliés.

#### Remise en cause d'un équilibre instable

Au fond, les thèses d'Elleinstein se trouvent-elles si éloignées de ce qui constituait effectivement le fond de ce 22<sup>e</sup> Congrès auquel il se réfère? De fait, l'ouverture vers les cadres était bien un trait essentiel de l'orientation adoptée alors. Un livre entier, d'ailleurs, devait lui être consacré sous le titre «Les cadres aussi» : là, à visage découvert, le PCF leur garantissait le maintien, l'extension même, de l'intégralité des pouvoirs que leur délégué le capital, dans la société qu'il se proposait de mettre en place.

Depuis, que l'on sache, pas un mot n'est venu renier ces propositions. C'est un fait, le PCF, et ceci depuis l'automne 76, a pourtant jugé nécessaire de mettre l'accent sur son aspect sois-disant «parti des pauvres». Mais n'est-ce pas justement une de ses ambiguïtés essentielles?

D'une part, dans une société où l'essentiel des moyens de

production serait concentré entre les mains de l'Etat, où l'appareil du parti de Marchais fusionnerait largement avec celui-ci, toute une série de couches de cadres, pourvu qu'elles acceptent de faire allégeance sur le plan politique, trouveraient aisément une place au-delà même de ce qu'elles ont aujourd'hui.

Mais d'un autre côté, la possibilité même pour le PCF de parvenir à cet objectif est fondée sur sa capacité à encadrer encore une partie importante de la classe ouvrière. De là le va-et-vient permanent, la tentative pour concilier le maintien de l'emprise sur la classe ouvrière avec les progrès dans les couches moyennes nouvellement développées par le capitalisme.

Dans cet équilibre difficile, un Elleinstein, un certain temps, a pu avoir sa place : au mois de janvier dernier, Marchais ne demandait-il pas qu'on lui donne «200 000 contestataires comme lui»? Aujourd'hui, l'échec politique de mars fait éclater, dans

certaines secteurs, la contradiction. Des positions comme celle d'Elleinstein qui a pu, un moment, représenter un des deux volets de l'attitude du PCF, en devenant plus tranchées deviennent du même coup incompatibles avec le délicat équilibre recherché tant bien que mal : l'aile «libérale» tourne à l'opposition social-démocratique.

MARDI :  
QUELLES  
ALLIANCES ?

2 - La position  
D'Althusser

#### Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom .....  
Profession .....  
Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,  
75 924 Paris Cedex 19

# TEMPÊTE AU PS : LES COURANTS SE MULTIPLIENT

Les remous qui agitent le PS depuis sa défaite électorale de mars continuent à s'amplifier. Le dernier en date des rebondissements est la publication par trente dirigeants du PS d'une « contribution pour le renforcement du parti socialiste et la

victoire du socialisme en France ». L'intérêt de cette contribution n'est pas dans l'originalité des arguments développés, qui sont en gros ceux de Mitterrand lui-même, mais dans leur application tactique.

On sait en effet qu'à la division classique du PS en deux courants, majorité et CERES, s'est substituée au lendemain des élections, une multitude de courants d'idées, ou de sous-courants, à tel point que sur chaque question politique, Mitterrand ne peut guère savoir à l'avance qui le suivra et qui le combattra. En avançant dès aujourd'hui une contribution, qui réfigure les grandes lignes des propositions mitterrandistes au congrès du printemps 79, les signataires du texte obligent « les autres » à se déterminer par rapport à lui. La cuisine et les magouilles courantes dans un parti social démocrate y trouvent largement leur comote.

D'autant plus qu'il ne faut pas se méprendre sur le terme de « courants d'idées ». En fait d'idées, il s'agit pour beaucoup des dirigeants du PS de savoir qui sera désigné comme dauphin du premier secrétaire Mitterrand. Les postulants, et notamment Rocard et Mauroy, vont devoir choisir : ou bien accepter les termes de cette contribution, ou bien les refuser et donc engager la bataille politique à visage découvert. Si c'est possible au PS.

## OU VA LE CERES ?

C'est au cœur de cette tempête que le CERES va tenir samedi et dimanche la « première session du douzième colloque », sur le thème : « l'exigence démocratique aujourd'hui : modernisation du capitalisme ou transition démocratique au socialisme ? ».

On n'a jamais eu peur des grands mots au CERES. Encore faut-il savoir ce qu'il y a derrière.

Si le PS a été ébranlé par l'échec de mars, le CERES, lui, a été bousculé. Toute la politique du CERES depuis des années peut se résumer en deux mots : programme commun. Quand Chevènement répète, au soir du 19 mars, quelques minutes après l'annonce des résultats que la seule solution, c'est le programme commun, il confine au ridicule. Même ses partenaires du CERES l'ont remarqué, et c'est ce qui motive la « réflexion » d'aujourd'hui. Une réflexion qui doit durer jusqu'en décembre. Si l'on s'en tient à leurs textes préparatoires, les militants du CERES se posent quatre questions principales. D'abord, le social libéralisme

de Giscard est-il viable en France ? Leur réponse négative a essentiellement pour but d'empêcher tout ralliement du PS à l'ouverture giscardienne. Ensuite, dans quel environnement international sommes-nous ? Il s'agit pour le CERES de montrer que l'intégration européenne et la participation au bloc atlantique n'est pas une nécessité. Troisième question : quel est le rôle des partis de gauche ? La réponse du CERES n'est pas qu'il est négatif, mais que, tout de même, il faudrait qu'ils s'occupent un peu plus des mouvements de masse, d'où des appels du pied « aux mouvements écologistes, femmes, culturels, etc... ». Enfin, que faire ? Rompre avec le capitalisme, grâce à un programme commun, mais un bon, un vrai cette fois-ci. Ce sont ces thèmes-là que le CERES va s'efforcer de figurer et de rendre attrayants lors de son colloque.

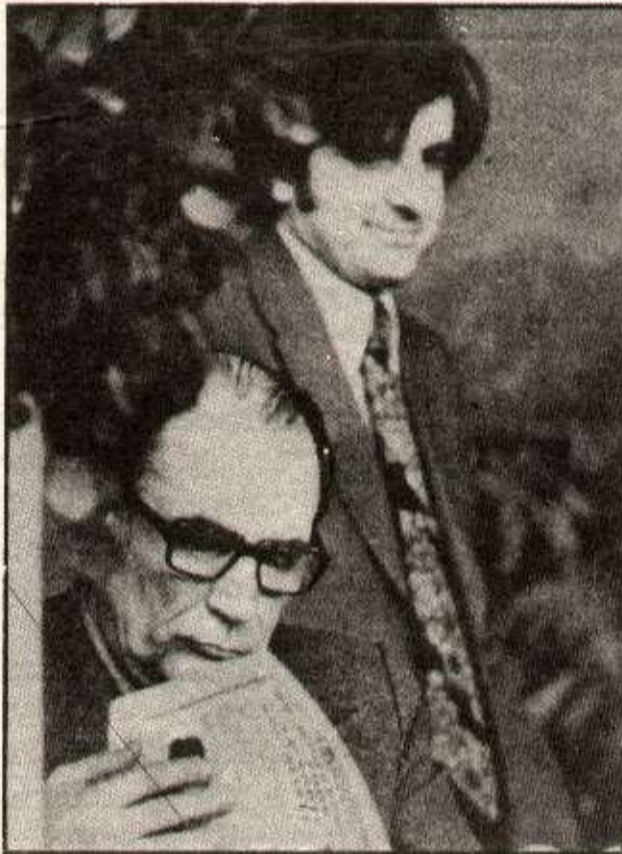
On pourrait formuler autrement ces thèmes : lutter contre le virage à droite du PS, rompre avec le bloc atlantique, participer aux luttes à la base, et reconstruire l'Union. Ce sont aussi les axes du PCF tels que vient de les exprimer son CC. En ce sens, le CERES continue à jouer son rôle de force d'appoint au parti de Marchais.

## LE CERES AFFAIBLI

Tout ne va pourtant pas pour le mieux au CERES, et pas seulement à cause des idées. Les affrontements entre PS et PCF ont ébranlé certains militants, qui commencent à s'interroger sur les convergences qui existent entre les amis de Motchane et le PCF. IL y a les durs et les mous. Ensuite, la cuisine interne des sociaux démocrates aboutit à de curieux reclassement : le cas des Alpes Maritimes n'est pas isolé, où le CERES soutient les mitterrandistes, contre le danger des rocardiens, jugés plus à droite. Tous ne sont pas d'accord avec ce soutien.

La première réunion du CERES après les élections, le 4 avril à Créteil, réunion qui réunissait plusieurs centaines de participants, a été très houleuse. Il en sera de même ce week-end. Pour le PS, la bataille du Congrès est commencée. Il reste pourtant encore 9 mois...

Nicolas DUVALLOIS



## Mitterrand-PCF : œil pour œil

La désunion de la gauche se porte de mieux en mieux. Après les attaques de Marchais contre la social-démocratisation du PS, Mitterrand a répondu, en agitant une nouvelle fois, le danger, selon lui, que le PCF fasse alliance avec la droite : « Ce serait une erreur historique grave, face à la déplorable guerre que mène la direction du PC, de croire que les tactiques possibles des communistes se résument au choix entre l'Union de la gauche et le repli sur soi. Il existe une troisième hypothèse qui est peut-être aujourd'hui la première : c'est l'union avec la droite. Le compromis historique adapté à la réalité française ».

## GRANDE FETE POPULAIRE

Dimanche 25 juin De 14 h à 22 h  
au 27 av. de Choisy M<sup>o</sup> Porte de Choisy

A l'appel du Comité UQP 13<sup>e</sup>, avec la participation de grévistes de Sainte-Anne, de Tourist-Halbert et de nombreuses associations du quartier.

DÉBATS - FORUMS - ANIMATION - ORCHESTRES - CRÈCHE

### 15 h : LES TRAVAILLEURS EN LUTTE DANS LE 13<sup>e</sup>

- Avec un montage audio-visuel sur les grèves à Renault
- Présentation des luttes par les grévistes
- Quels freins au développement actuel des luttes des travailleurs ?
- Comment faire aboutir nos revendications ?
- Quel soutien et quelle unité ?
- D'autres entreprises du 13<sup>e</sup> viendront dire ce qu'elles font et quel bilan elles tirent de leurs grèves passées. PTT, CAF...

### 17 h : LA MISE A SAC D'UN QUARTIER

- Montage diapos sur la rénovation dans le quartier
- Que faire contre les démolitions abusives entraînant par la rénovation
- Quelles suites donner aux premiers contacts pris entre des associations de locataires (Ilot BID, ADEPI, ADA 13, CNL 13...), à la suite de l'occupation du 16/17 avenue d'Ivry ?

### 19 h : UNE RADIO LIBRE DANS LE 13<sup>e</sup> ? MAIS AU SERVICE DE QUI ?

- Les radios doivent-elles rester libres ?
- Les radios libres, les journaux locaux et l'information dans notre quartier. Un outil pour les luttes, un lien entre les comités.
- Avec la participation de militants de radio libre du 13<sup>e</sup> en lutte, et du Canal du 13<sup>e</sup>

### 20 h : GRAND BAL orchestres

- Avec en plus de nombreux stands et montage diapos (marée noire, Cobalt...)

- Animation - débats autour des panneaux - photos sur la lutte des femmes

Participation aux frais : 5 F le supplément les aux entreprises en grève.

Pour nos luttes, rassemblons nos forces. Défendons nos libertés !

## Lettre ouverte

A Jean Malvasio,  
Secrétaire de la Fédération  
de Seine-Maritime  
et à la section Renault-Cléon du PCF

Je vous annonce aujourd'hui par cette lettre ouverte ma démission du PCF.

J'ai pris cette décision au cours de la dernière lutte à Renault-Cléon.

Je me suis rendu compte de ce qu'était le PCF d'après son comportement dans la lutte.

Pourquoi les cellules du Parti ne se sont pas réunies au cours de la grève ?

C'était pourtant tout à fait nécessaire pour que le Parti joue le rôle d'avant-garde qu'il dit représenter. Dans ces conditions, il est légitime de se demander qui définit la politique du parti puisque les cellules ne se sont pas réunies ?

Ce n'est pas la seule preuve de l'absence de démocratie dans ce parti ; je me souviens de la manière bureaucratique dont j'ai été désigné secrétaire d'une cellule. J'en ai été informé le jour de la remise des cartes, l'an passé, sans que ni moi ni les autres membres de la cellule soient consultés.

Mais revenons à la dernière grève à Cléon. Dans un premier temps, est-il normal que le PCF qui se dit le parti de la classe ouvrière se soit opposé à la grève par l'intermédiaire de la section CGT qu'il contrôle ? Il est vrai que par la suite les responsables CGT également membres du PCF ont pris le train en marche ; mais c'était pour le freiner. Ainsi ils n'ont pas organisé l'occupation de l'usine de façon à y associer le maximum d'ouvriers.

Pire, ils ont refusé la jonction entre les différentes usines de la Régie en lutte à ce moment-là. Ils ont été jusqu'à refuser de faire connaître qu'une délégation de grévistes de Cléon s'était rendue à Flins. Les tracts qui leur ont été rapportés de Flins ont purement et simplement fini à la poubelle. Enfin, troisième phase de la lutte, quand la grève s'effritait par leurs soins, ils ont appelé sans honte à la reprise du travail.

Pour couronner le tout, le dernier jour de la grève, ils ont empêché les grévistes présents sur le parking de prendre le micro. Pour ainsi dire, à aucun moment, les dirigeants du PCF n'ont agi pour que les grévistes soient les maîtres de leur action.

Il y aurait beaucoup d'autres choses à dire sur le comportement du PCF dans l'usine.

Que penser en effet de la réflexion d'un responsable du Parti et de la CGT qui répondait à un ouvrier dans une discussion : « Pour qui me prends-tu ; crois-tu que je suis un simple militant de base ? »

Que penser de la CGT qui dirige le restaurant d'entreprise et qui emploie du personnel intérimaire ? La suppression de l'embauche d'intérimaires par la Régie étant une des premières revendications de la section syndicale CGT. Ce comportement quotidien du PCF dans l'usine et pendant la grève n'est vraiment pas différent de celui du PS dans la section CFDT qui appelait en pleine occupation à reprendre le travail et à débrayer quatre heures par semaine.

Ce comportement n'est pas propre à la section du PCF de l'usine de Cléon.

Dimanche dernier, Roland Leroy, au cours de la fête de la fédération de la Seine Maritime, n'a-t-il pas affirmé dans son discours qu'il avait soutenu la lutte de Cléon ?

Pourtant tous les grévistes l'ont simplement et rapidement aperçu avec quelques maires de la région parader devant l'usine ? Espérait-il ainsi faire croire que le PCF était avec tous les travailleurs en lutte ? Il est vrai que dans son discours, il a aussi affirmé que le PCF était le seul parti en France dans lequel il n'y avait pas de divergences politiques et de querelles de boutiques.

Le résultat du comportement du PCF pendant la grève de Cléon, c'est la démission de plusieurs militants du PCF ainsi que de militants CGT. C'est le PCF qui porte la plus grande responsabilité de l'échec.

Non, le PCF n'est pas un parti pour les couches sociales les plus défavorisées.

Voilà pourquoi je ne puis en rester membre.

CARON Yves  
Membre du Comité de Section  
de la RNUR-Cléon  
O.S. sur machine

## Constitution d'une tendance à Lutte Ouvrière

Dans un texte publié par *Rouge*, des militants ou ex-militants de *Lutte Ouvrière*, déclarent se constituer en tendance, sous le nom l'Action communiste.

Ce texte, met en cause «les mascarades bureaucratiques que sont les congrès de Lutte Ouvrière dont nous ignorons les dates, dont on apprend la tenue seulement après qu'ils aient eu lieu, et dont les résolutions finales figurent à peine dans notre organe de presse, ce qui nous oblige à acheter Le Monde pour y lire le contenu dans un communiqué signé de la direction nationale».

Ils critiquent l'interdiction faite aux militants de *Lutte Ouvrière* de participer aux groupes femmes d'entreprise ou de quartier et qualifient la campagne électorale de mars 1978 de «plus publicitaire que politique».

«Nous ne considérons pas Lutte Ouvrière comme le noyau du futur parti ouvrier révolutionnaire», précisent-ils, ajoutant que, malgré tout, «les divergences que nous avons avec notre organisation ne sont que des divergences de forme et non de fond».

## Elections partielles

La gauche, qui s'était présentée divisée aux élections partielles de dimanche dernier, tente de recoller les morceaux pour le second tour. A Fiers et à Briançon, des listes communes PS-PCF se présentent pour le second tour, après s'être écartées au premier. Dans le Pas-de-Calais, à Wimereux, seule élection où le PCF a progressé, le PS refuse jusqu'à présent une liste commune pour le second tour.

Par contre, au Creusot, où doit avoir lieu dimanche prochain un premier tour d'élection partielle, la gauche présentera une liste commune constituée par l'équipe municipale sortante.

## Paris-Etat : ce n'est qu'un début

Après l'inscription d'office au budget de la ville de Paris, des dépenses au titre de l'entretien des forces de police, Chirac, n'est probablement pas au bout de ses peines. Il existe en effet, un contentieux entre Paris et l'Etat sur le financement des transports. Le budget de 1978 de la ville de Paris comprend un poste de dépenses de 525 millions de francs au titre du financement du déficit SNCF-RATP. Ce qui représente 71 millions de moins que ce que demandait l'Etat. La municipalité considère que les justifications apportées par la SNCF ne sont pas suffisantes.

Un tel motif avait déjà été invoqué les années précédentes, aboutissant à un contentieux de 294 millions. Il n'est pas exclu que le gouvernement manœuvre pour faire payer à la Ville de Paris tout ou partie de cette somme.

Il existe un autre poste de dépenses contestées : la Ville de Paris pourrait se voir réclamer 375 millions de crédits supplémentaires au titre des contributions aux frais d'hospitalisation des malades mentaux.

## Gennevilliers (Hauts de Seine)

ORGANISÉ PAR  
L'UNION OUVRIERE ET PAYSANNE

6 juin 1968 : Plusieurs milliers de CRS se ruèrent sur l'usine Renault Flins occupée.

6 juin 1978 : 500 CRS évacuent les grévistes des presses.

10 ans après : les mêmes méthodes.

Le vrai visage du libéralisme avancé et de l'ouverture.

**DIMANCHE 25 JUIN : 3 FILMS  
MAISON DES JEUNES DES AGNETTES  
A PARTIR DE 14 HEURES**

1 - «Oser lutter, oser vaincre»  
Durée : 1 h 25. C'est Renault Flins en 68  
5 semaines avec les 8 000 grévistes

2 - «Reprise du travail à Wonders»  
Durée : 10 minutes - Une ouvrière refuse de reprendre le travail. Autour d'elle : les délégués, un étudiants, le patron, ses camarades de travail...

3 - «Le Joli mois de mai»  
Durée : 30 minutes - Les travailleurs dans la rue, les manifestations, la discussion, l'enthousiasme...

## Barre à Bayonne

# CYNISME ET AUTOSATISFACTION

En présence de deux journalistes complaisants, tout sourire, Barre s'est livré une fois de plus à la révoltante autosatisfaction qui le caractérise, sur Antenne 2.

Il déclare constater que «les hausses précédentes de l'essence ont été très facilement absorbées», ce qui laisse supposer sa volonté de continuer. Le nombre croissant de chômeurs reconnu même par

les statistiques officielles, pour M. Barre, c'est un problème secondaire. Lorsqu'on lui demande pour quand il prévoit un retour à un taux de chômage d'avant la crise, il répond seulement... : «Je ne peux pas répondre». Autant dire qu'on en a pour longtemps, sans doute jusqu'au troisième millénaire dont parlait Giscard.

Il prend bien soin de préciser que les mesures

de hausse des prix étaient prévues par le programme de Blois. En somme, les travailleurs ont ce qu'ils ont voulu ! Un autre point du programme de Blois, c'était l'imposition des grandes fortunes : cette mesure révolutionnaire «sera étudiée». On aurait pu avoir peur pour nos capitaux, mais la commission pour l'étude de cette éventuelle proposition de loi n'est pas encore constituée.

Une question tout de même pertinente lui a été posée : quel motif d'optimisme peut-il donner à un jeune de 20 ans ? Pour lui, le principal motif d'optimisme, «c'est que nous sommes Français». Voilà une réponse ! Un éclair de vérité quand même : ma politique, comme il le dit lui-même, «des industriels doivent en être heureux».

F.N.

## LUTTES OUVRIERES

### SPLI (Rennes)

# SUCCES DU GALA DE SOUTIEN

«La SPLI n'est pas morte, continuons le combat !» dit le dernier tract du personnel.

Jeudi soir, environ 650 personnes ont assuré un franc succès au gala de soutien. Des ouvrières avec leur mari, des travailleurs et aussi des jeunes, une délégation de l'usine de Plouermel, elle aussi occupée, un public populaire ont applaudi l'intervention d'une ouvrière de Rennes retraçant la lutte et celle d'une employée de la Caisse d'Allocations Familiales en lutte venue les soutenir. Puis après la partie spectacle, des discussions par petits groupes se sont animées autour des panneaux. Un panneau retrace la lutte et y sont affichés, à côté des télégrammes de soutien, les

tracts crapuleux de l'UD-CGT et du PCF : chacun peut ainsi juger sur pièce.

### L'ATTITUDE DU PCF

Depuis le début de l'occupation, le PCF multiplie les attaques contre la façon dont la lutte est menée. Après avoir développé une série d'arguments aussi faux les uns que les autres, ce tract-ci se termine par : «L'expérience de la classe ouvrière montre qu'il faut rejeter les gauchistes comme en 68». Les ouvrières de la SPLI n'ont, semble-t-il, pas tiré les mêmes conclusions ! Le PS, qui gère la mairie de Rennes a, lui, une attitude plus souple : il subventionne la cantine de l'occupation et propose la création d'une entreprise

d'intérêt régional qui pourrait réemployer environ 800 personnes, ignorant ainsi les 500 ou 600 ouvrières qui resteraient sur le carreau.

### LES PERSPECTIVES

Alors que plusieurs facteurs intervenus récemment pourraient avoir un caractère démobilisateur, c'est le contraire qui semble se produire. Certes, le nombre d'ouvrières qui occupent la nuit est toujours limité et le nombre de travailleurs actifs est encore faible. Mais, malgré les manœuvres, de division de l'UD-CGT, malgré les lettres de licenciements qui sont arrivées, malgré les manœuvres du patron pour ne réembaucher qu'une centaine d'ouvrières

et les vacances qui approchent, les mères de famille viennent avec leurs enfants aux A.G.. Certaines ouvrières qu'on n'avait pas vues depuis longtemps reviennent.

La question qui se pose, c'est : comment élargir la mobilisation, et assez rapidement, sur la base de ces éléments positifs ?

Comment populariser plus largement la lutte alors que la presse locale, par son silence, l'UD-CGT et le PCF par leurs attaques et leurs pressions, veulent l'enterrer ?

La journée «portes-ouvertes» de dimanche est une première réponse, elle devrait permettre un plus large débat avec les travailleurs de Rennes.

Corr. Rennes

## Buffet de la gare de l'Est : reprise sur une victoire

Après 24 jours de grève, le travail a repris au buffet de la gare de l'Est, sur des acquis non négligeables : 6 % d'augmentation pour tous les salariés payés au fixe ayant un salaire supérieur au SMIC (7 % pour ceux qui ont un salaire inférieur), une prime d'été pour les mois de juin, juillet et août, salaire de 2 400 F pour les caissières et les étagères, 5<sup>e</sup> semaine de congés. Le protocole d'accord précise en outre qu'aucune sanction ni changement de poste ne sera effectué pour fait de grève, et que les droits syndicaux seront respectés. De plus, les licenciements prévus sont annulés : la direction arguait de problèmes financiers, il s'avère qu'en fait le chiffre d'affaires a augmenté de 17 %. Pendant toute cette grève, ils ont bénéficié d'une large solidarité des autres buffets des gares, du personnel du Wimpy de la gare du Nord, des cheminots, des PTT... Le soutien financier important a permis de tenir le coup, et de fournir gratuitement plusieurs centaines de repas aux voyageurs, pour populariser la lutte...

## La colère gronde dans les Vosges

16 h : Les travailleurs de Grand Sablé, Igney, Nomexy sont devant la préfecture. Leur colère déborde, quand le préfet leur annonce qu'il «n'est pas au courant de la situation», le problème des salaires n'étant pas de son ressort. Il promet d'intervenir auprès du gouvernement. Face à ces échappatoires, à cette politique de la porte close, les 500 manifestants se dirigent vers ceux qui refusent d'avancer l'argent pour leurs salaires. La première cible, ce fut le Crédit Lyonnais. Les grilles fermées sont enfoncées. Les travailleurs s'engouffrent. Vont-ils occuper la banque ? Un moment d'hésitation. Une vitre cède. Finalement, le directeur de la banque apparaît. «Il faut attendre lundi...» Même réponse à la BNP, et la Société Générale, où le cortège, très combatif, s'est présenté, aux accents de l'internationale et de mots d'ordre : «Chômage ras-le-bol, on veut nos sous !» Malgré les vacances et la présence des forces de police, lundi de nouvelles initiatives sont prévues. Le week-end va servir à préparer la mobilisation et la coordination de la lutte sur l'ensemble du groupe.

Correspondant

## Victoire à RUFA

A Caen, les travailleurs ont repris après avoir eu satisfaction d'un certain nombre de leurs revendications :

- 40 centimes de l'heure à partir du 1<sup>er</sup> juillet
- Aucune sanction contre les grévistes,
- Amélioration des conditions de travail,
- Calcul des heures supplémentaires.

## Stagiaires et vacataires Barre à Nantes

### FÊTE-DÉBAT FIN JUIN

Le Comité de stagiaires et de vacataires de Nantes s'est créé il y a trois mois, pour regrouper stagiaires et vacataires sur leurs revendications, pour dénoncer une réalité scandaleuse et pour engager la lutte.

Judi 15 juin, une quarantaine de stagiaires ont obtenu des «chefs» de l'Assedic, rue Cale Crucy, les précisions suivantes sur l'obtention des allocations en cas de chômage. Tout jeune, ayant effectué un stage Barre de six mois minimum, (entrant dans le

cadre de la loi du 5 juin 1977), bénéficie en cas de chômage, des allocations Assedic, c'est-à-dire 29,55 F par jour les 91 premiers jours et 29,70 F pour les 274 autres jours de l'année. Pour toucher cette indemnité, il devra s'inscrire immédiatement après le stage comme demandeur d'emploi, remplir le questionnaire que lui enverra l'ASSEDIC, en y joignant un certificat de stage signé de l'employeur ou de l'organisme formateur. Rien n'est encore réglé pour les stages de

moins de six mois, ni pour les vacataires qui ne peuvent toujours pas être indemnisés par l'administration, après 1.000 heures de travail.

Parmi les autres initiatives du comité, une rencontre-débat avec des paysans de la région d'An-cenis sur le bilan des stages en agriculture, le mercredi 21 juin. Le samedi 24 juin, nouvelle assemblée générale, à 13 h, au FJT, place Viarme, à laquelle le comité appelle le maximum de monde. En effet, une

semaine après, se tiendra une fête, le vendredi 30 juin : « Cette fête vise à rassembler le maximum de stagiaires et de vacataires, de travailleurs et de chômeurs, et plus largement tous ceux qui envisagent de lutter contre le chômage. Elle doit aussi être un moyen de dénoncer ce que nous avons vécu et ce que nous connaissons des promesses du gouvernement et du patronat. Elle doit enfin être une occasion de débattre avec tous, à partir de notre expérience, de la lutte contre le chômage. »

Grève du 21 juin à l'appel de la CGT

## LES POSTIERS MONTRENT LEUR DÉSACCORD AVEC CETTE TACTIQUE

Aux PTT, comme dans toutes les branches professionnelles, les travailleurs sont confrontés à l'offensive du gouvernement et de l'administration en particulier : dégradation du pouvoir d'achat, aggravation des conditions de travail due à un manque croissant d'effectifs, d'où accroissement de la charge de travail, chasse aux temps morts, sanctions, remise en cause des avantages acquis, exploitation éhontée du personnel auxiliaire et vacataire, souvent chômeurs à la recherche d'un travail : rapport NORA sur le démantèlement des PTT

et la remise en cause du statut des fonctionnaires. Dans les CTA en particulier s'ajoutent les nuisances qu'engendre la mécanisation, l'isolement sur les positions de travail, fatigue visuelle et nerveuse, etc...

Dans de nombreux secteurs, les travailleurs ont engagé la riposte, montrant qu'un potentiel de lutte important existe. Dans le Val de Marne, de nombreuses grèves ont éclaté dans les bureaux, au Centre de Tri, le mécontentement et la volonté d'agir se font sentir. C'est dans cette situation que la

seule direction CGT a proposé une grève de 24 h au personnel. Cette tactique de lutte a fait ses preuves ! Deux plans Barre sont passés ! Va-t-on stopper le 3<sup>e</sup> en persistant dans cette tactique ? De nombreux travailleurs ont répondu en montrant leur désaccord avec cette grève : « Il y en a marre de perdre 100 F pour rien ! »

Les questions sur les tactiques de lutte, comment riposter aujourd'hui, la nécessité d'une coordination (il n'existe même pas de plate-forme unifiée sur les Centres de Tri de banlieue), comment construire un rapport de forces, sont largement posées par le personnel, et débattues dans les sections syndicales locales. Les querelles des état-majors syndicaux sont bien loin des préoccupations des travailleurs du Centre, et la nécessaire unité d'action sur des bases de lutte, constamment recherchée par les sections locales CGT et CFDT, nous a permis de mener des luttes exemplaires. Ces sections ont montré en AG leur désaccord ou leurs

réticences avec cette grève. Toutes ces questions font l'objet d'un débat animé chez les travailleurs du Centre et dans leurs sections syndicales CGT et CFDT, où les révolutionnaires entendent montrer la voie de la lutte, de l'unité, et dénoncer les manœuvres de division des partis PC et PS qui dirigent les confédérations CGT et CFDT, qui agissent pour leurs intérêts politiques propres, et pas pour celui des travailleurs. Ils entendent affirmer que nous avons tout intérêt à prendre nos luttes en mains. Le nombre très bas des grévistes, notamment dans les brigades de nuit, d'ordinaire les plus combattives (2 à 4 %), est un désaveu complet de cette tactique de division et de démobilitation des directions syndicales. Le tract de la fédération CFDT-PTT d'appel à des grèves locales le 27 juin, n'est pas fait pour rassurer le personnel sur les intentions des fédérations.

Cercle du PCR  
du Centre de Tri  
de Créteil

téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



Sections CFDT, CGT et FEN  
de la bibliothèque nationale

## 4 heures pour l'emploi avec les travailleurs de Boussac

C'est le thème d'un meeting convoqué par l'UL-CFDT de Paris et le syndicat parisien HA.CUI.TEX., le lundi 26 juin, de 18 h à 22 h, 85 rue Charlot (M<sup>o</sup> République ou Filles du Calvaire). Expositions, vidéo buffet, débats. Avec des travailleurs de Boussac, de l'hôpital Sainte-Anne, de Touzot, et d'autres.

## Usinor-Denain : 2 000 licenciements

Usinor prévoit de réduire de 2 à 3 000 personnes les effectifs de l'usine de Denain qui emploie actuellement 7 000 personnes. Sur l'ensemble du groupe, l'effectif est passé de 41 685 personnes fin 1976 à 37 115 fin 1977. Il doit diminuer de 2 000 en 1978 et être ramené à 31 000 dans les prochaines années. C'est le chômage sciemment organisé : le plan Usinor n'est qu'une partie du plan sidérurgique et des projets de restructuration de l'industrie mis au point par le gouvernement.

## Banque de France le personnel des restaurants en grève

Devant les refus répétés du gouvernement et de la Banque de satisfaire ses légitimes revendications, le personnel des restaurants, réuni en assemblée générale, le mercredi 21 juin 78, a décidé la grève illimitée. Il réclame le même statut que le personnel de la Banque de France. Plusieurs centres sont en grève, en plus de celui de Paris.

## Institut Gustave Roussy : manifestation du personnel

Judi après-midi, le personnel de l'Institut Gustave Roussy de Villejuif (spécialisé dans le traitement du cancer), en grève pour les salaires, est parti en manifestation en direction d'un autre hôpital où est fait le même travail, Pierre et Marie Curie. Ils ont décidé une grève commune, les 27 et 28 juin.

## Réduction d'horaires chez Dubigeon

La direction des chantiers navals de Dubigeon-Normandie, à Nantes, a décidé de ramener la durée du temps de travail à 40 h par semaine. Les ouvriers craignent que cette mesure ne soit pas la dernière, puisque les commandes en cours sont presque terminées et qu'il n'y a guère de commandes en vue.

## Les centres d'informatique des impôts en grève

Les dactylocodeuses des centres régionaux d'informatique des impôts sont en grève. Seules de tous les personnels des impôts à être obligées de changer de résidence lors d'une promotion au sein de la même catégorie, elles refusent ce régime discriminatoire et demandent de pouvoir prendre leur nouveau grade dans la résidence où elles travaillent actuellement. Pour le droit de vivre et de travailler au pays, les centres d'informatique de Nantes sont en grève depuis le 29 mai et Reims depuis le 14 juin. Poitiers en grève à partir du 21 juin, à Lyon, Lille, Marseille, Clermont-Ferrand, les agents ont cessé le travail un ou plusieurs jours depuis le début du mois de juin.

Les quatre syndicats des impôts appellent à une extension de la grève dans les 17 centres régionaux d'informatique des impôts.

Communiqué  
du Syndicat National des Impôts  
CFDT

# Arsenal de Brest

## CHAQUE JOUR PLUS DE GRÉVISTES DANS L'ACTION

### Le train pour Paris bloqué en gare de Brest

Reportage Pierre CHÂTEL

Samedi matin, nouvelle manifestation de travailleurs de l'Arsenal; ces manifestations quotidiennes, outre l'expression de la colère, sont un acquis des luttes précédentes: «Il faut occuper les gars leur huit heures» précise un ouvrier. Elles permettent

les échanges entre les différents chantiers et maintiennent la mobilisation. Celle-ci en effet ne semble pas diminuer, et les 5 000 travailleurs de l'Arsenal ont encore montré leur combativité, en barrant un moment le pont de recouvrance; les mots d'ordre

et les chants sont repris avec enthousiasme. La manifestation de jeudi, s'adressait plus particulièrement à la presse orale et parlée, qui «lock-out» la grève de l'arsenal. De passage devant un quotidien régional, les travailleurs expriment leur colère en sifflant ou criant des quolibets et le cortège continue vers la gare, où les travailleurs pénètrent et vont bloquer le train pour Paris, qui devait partir quelques minutes plus tard. Des affiches et des autocollants: «A Paris, au moins ils savent qu'on existe» plaisante un travailleur. Des explications sont données



aux quelques voyageurs qui expriment leur sympathie pour ceux de l'Arsenal. Le train est bloqué pendant une vingtaine de minutes, puis a lieu le traditionnel meeting, où les orateurs s'en prennent à la presse, et appellent à une intensification de la lutte «jusqu'à la victoire». Certes voilà une bonne intention de la part des

directions syndicales. Mais encore faudrait-il employer les moyens qui permettraient cette victoire.

Et que sont devenues les propositions des travailleurs, qui ne sont pas tous syndiqués, notamment celles des comités de grève? Et que sera-t-il proposé pour permettre la mobilisation pendant le week-end, le précédent en effet avait

donné quelques signes d'inquiétude aux travailleurs les plus mobilisés et le lundi ils avaient dû «rencontrer» quelques gars (rares) qui «flottaient». La grève aura une semaine de plus... et les premiers congés arrivent...

La manifestation interprofessionnelle de samedi suffira-t-elle?

## «Le double fond, c'est la mine !»

«La mine», c'est ainsi que les travailleurs désignent le chantier naval de constructions neuves.

La mine, parce que les conditions de travail y sont particulièrement pénibles pour les ouvriers qui sont au bassin de carénage.

Les Chantiers Navals Constructions Neuves, c'est 500 ouvriers de l'arsenal, 150 R.D. (Régie Directe, les temporaires) et 250 environ d'entreprises sous-traitantes. Leur tâche: construire des navires de guerre lorsque le plan de charge est rempli, ou des navires civils.

Les ouvriers sont classés dans des catégories de 3 à 8, la plupart en 4 et 5 (OP 1). Une grande majorité sont âgés de 25 à 30 ans.

La construction se fait en deux temps: la coque est prémontée au chantier (en atelier), puis en deux blocs, qui pèsent de 30 à 40 tonnes et sont assemblés dans le bassin de carénage qui, lui, n'est pas couvert. Il faut alors subir les intempéries et, quand on travaille du métal, alors les gênes sont amplifiées. L'été pour les ouvriers qui travaillent sous pont (les différents niveaux d'un navire), le métal chauffe et ils doivent supporter des températures de + 40°, qui peuvent même atteindre les 50°. A l'inverse, l'hiver il faut subir le froid et même parfois briser la glace provoquée par la condensation, ou encore baigner les pieds dans l'eau toute la journée.

Quelles que soient les conditions atmosphériques, les «noirs» (toliers, soudeurs, chalumistes, perceurs, riveteurs, burineurs) doivent descendre à la «mine» faire leurs huit heures. Et c'est l'enfer lorsqu'il faut supporter les mille bruits amplifiés qui résonnent dans ce monde métallique.

Un des postes les plus durs: celui des forgerons, qui manient «la lime douce» (la masse de 8 kilogs) et qui, à longueur de journée, font tourner leur outil pour former le métal. «Le gars, le soir quand il rentre, il est sur les nerfs et il

n'a envie que d'une chose, c'est de se coucher», commente un gars.

Encore n'est-il pas seul sur le chantier et, comme ses camarades des autres métiers, doit-il supporter les poussières, les fumées, dans un air confiné que l'aération insuffisante n'est pas capable d'assainir. Beaucoup ont des troubles pulmonaires et ont des quintes de toux.

Mais le double-fond, c'est déplorable à l'extrême. Les navires sont équipés de doubles coques et les ouvriers: ponceurs, soudeurs, peintres... doivent y accomplir leur tâche dans des espaces de 70 à 80 centimètres de large, en passant parfois par 15 à 20 trous d'homme (ouvertures de 80 x 35 centimètres aménagées dans les renforts verticaux. «Le double-fond, c'est la mine». Les peintres doivent, avant d'y pénétrer, s'enduire le visage de vaseline pour décoller la peinture qui y est projetée. Alors se mêlent les odeurs de peinture et des revêtements plastiques aux autres poussières...

Pour d'autres, les mécanos, ce sera monter ou descendre une dizaine de fois par jour les 108 marches du bassin pour pouvoir rectifier une pièce dans l'atelier ou mettre en place des pièces lourdes (moteurs, turbines) à l'aide de palans manuels...

Ces conditions de travail infernales font que «l'espérance de vie» aux chantiers navals est de 59 ans. Comment alors profiter de la retraite à 60 ans?

Encore faudrait-il éviter la flèche d'une grue qui cède sous le poids des charges, faute d'entretien ou de renouvellement...

Voilà qui explique pour une partie la forte mobilisation du chantier. Constructions Neuves, où les gars sont syndiqués à 80% et, outre l'application des décrets de 51 et 67, ils exigent la semaine de 35 heures et l'indexation sur les salaires des primes pour travaux pénibles et insalubres.

## BREST : DES ANCIENS DE 51 RACONTENT

● L'histoire de Brest porte l'empreinte de luttes ouvrières. La grève actuelle de l'arsenal à Brest pour préserver des acquis arrachés après un mois de lutte en 1951, s'anime de souvenirs de cette lutte.

Nous avons rencontré des anciens qui nous ont rappelé ces glorieux moments.

La grande grève de 51 est liée à celle de 1950. Cette année là, les ouvriers du bâtiment de Brest en reconstruction se lancent dans un mouvement pour exiger des salaires qui ne soient pas de misérables oboles. Déclenchée en mars, cette grève dura 5 à 6 semaines, et il y eut de véritables scènes d'émeute, avec en permanence 6 à 7 000 travailleurs dans la rue. La municipalité, sous la pression, accorde un soutien financier, que la préfecture se croit en droit d'interdire: «C'est l'explosion de colère, et le 17 avril, la CGT appelle les ouvriers de l'arsenal à soutenir leurs camarades du bâtiment». Les flics de la Territoriale prétendent interdire le meeting prévu et la manifestation qui doit suivre. Les affrontements sont d'une extrême violence, et les charges des manifestants succèdent à celles des flics. Ces derniers n'arrivent pas à contrôler la colère ouvrière, ils font feu. Plusieurs ouvriers de l'arsenal sont atteints par les balles. Edouard Mazé sera tué par une balle dans la tête, d'autres seront gravement atteints. «C'est une grève qui avait de la gueule, nous raconte un ancien, et tout de suite après, une grève générale était déclenchée pour l'enterrement du camarade Edouard Mazé. Une grève générale monstrueuse, c'était vraiment impressionnant». En avril 1951, les ouvriers de l'Arsenal entrent à leur tour en grève pour l'amélioration de leurs salaires, très bas, notamment par rapport à ceux du bâtiment. «Nos

revendications étaient bien ancrées dans la tête des gars. Il y avait un bouillonnement, un mécontentement général». Des comités d'Unité Action sont mis en place avec la CGT et la tendance «mouvement pour la libération du peuple» de la CFTC, et préparent activement la lutte. «Il y avait une unité de fait entre les travailleurs».

Le ministère refuse d'entendre les revendications. Aussitôt connue la réponse du ministre, les ouvriers de l'arsenal du chantier de l'artillerie navale se réunissent et partent en manifestation dans l'arsenal. «La CFTC, secouée par ses militants, et la CGT, donnent un ordre de grève. C'est parti de la base, et ça a été très solide de suite. La CGT préconise la mise en place de comités de grève sur les différents chantiers. La CGT, c'est la force dirigeante, tandis que la CFTC joue le jeu. Il y avait des comités de grève par chantier, et un comité central, ainsi que des comités de soutien. On était très liés à la base. Il y avait une telle ambiance que les flics n'osaient intervenir. Il y avait des réunions par chantier, tout se faisait à l'extérieur de l'arsenal. Il y avait une mobilisation exceptionnelle, comparable à celle qui a lieu en ce moment. Cela correspondait à un mécontentement général. Après 4 semaines de grève et l'alignement des salaires sur ceux des métallos parisiens, la reprise du travail a été votée de justesse».

En effet, c'est par 55 voix sur 4 800 que le tra-

vail reprend le 22 mai 1951. Mais le mouvement ne s'arrête pas pour autant. «Pour empêcher les heures supplémentaires, le vendredi, on décrète des grèves d'une demi-heure avant l'heure de sortie... A l'époque, les directions syndicales faisaient leur boulot, tandis que maintenant, elles sont rejetées et elles freinent la lutte.....»

on envisage de mettre en place des comités de grève, pour activer la lutte», déclare un ancien. La mobilisation de 51 ne s'arrête pas à la fin de la grève, et en 53, pour soutenir la grande grève des PTT, les ouvriers de l'arsenal sont repartis en lutte. «Nous, on n'a rien eu, c'était encore pour exprimer un mécontentement, une démonstration

Je force». En 71, malgré la loi anti-grève, ceux de l'arsenal repartent, cette fois en grève «rampante»:

«On débrayait deux heures à n'importe quel moment de la journée, et on partait en manifestation dans la ville. C'était vraiment impressionnant, 7 000 travailleurs en bleus de chauffe, casqués...»

Les anciens s'animent, à l'évocation de ces grandes luttes de «Brest la Rouge», et s'emploient à faire connaître les formes d'organisation et les acquis de ces luttes à leurs jeunes camarades, qui sont prêts à reprendre les traditions des anciens, au moment où les directions syndicales continuent de freiner la lutte.

### Les fameux décrets de 51

Décret N° 51 582 du 22 mai 1951, relatif à la détermination des postes et salaires des ouvriers de la Défense nationale:

Ce décret stipule notamment dans son article premier: les taux des salaires des ouvriers de la Défense nationale en service, en service en métropole sont déterminés d'après les salaires pratiqués dans l'industrie métallurgique privée et nationalisée de la région parisienne, à égalité pour les ouvriers en service dans cette région et par référence à ces salaires, pour les ouvriers en service en province.

Le décret de 67, N° 67 - 1 000 relatif à la détermination des taux des salaires des ouvriers du Ministère des Armées, stipulait dans son article 2 que «les taux des salaires des ouvriers des armées suivront par la suite l'évolution constatée, au vu des enquêtes trimestrielles du Ministère des Affaires sociales, sur les entreprises de l'industrie métallurgique privée et nationalisée de la région parisienne».

### La conduite de Grenoble

«En 51, on faisait la chasse aux jaunes. Une méthode qui se montrait efficace, c'était la conduite de Grenoble. On attendait les jaunes à la sortie et en brandissant des genêts en fleurs on les accompagnait jusqu'à chez eux».

## MOULINEX ALENÇON

La lutte  
au jour le jour

A l'usine Moulinex d'Alençon, toute la journée, les grévistes forment un piquet et les discussions vont bon train : «gagner, il le faut», «il faut qu'on arrache les sous du patron !» dit l'une des grévistes «on y arrivera». «Ce qui est bien, c'est que toutes les usines sont en grève en même temps». Une autre explique qu'elle était à Mamers en 74 et qu'ils n'avaient rien fait : «Alors, quand j'ai vu qu'ils occupaient, j'ai été rudement surprise. Ils n'avaient presque pas fait de débrayages, tout de suite l'occupation». Jeudi soir, Falaise était en grève illimitée, quasiment plus d'usines ne tournent pour Moulinex. De cet atout les grévistes sont conscients.

DE NOUVEAUX  
MODELES :  
UNE EXPLOITATION  
ENCORE PLUS FEROCÉ

Moulinex vient de créer de nouveaux modèles, qu'il a mis sur le marché mais sans qu'il y ait suffisamment de stocks. Ce sont des nouvelles friteuses, et un nouveau grille-pain qui n'est pas encore tout à fait au point. Les patrons avaient décidé que les travailleurs étaleraient leurs vacances cette année afin de continuer la production. La direction avait également décidé d'accélérer les cadencés dans ses ateliers pour sortir plus d'ustensiles et «honorer ses clients» sur le dos des travailleurs ! Moulinex, en effet, a de sérieuses prétentions sur le marché américain. Des commandes lui sont déjà arrivées, elles devaient être prêtes pour la fin août ! Ça aussi, c'est un atout pour les grévistes.

A Caen comme à Alençon des camions étaient venus prendre livraison... peine perdue. A Caen, c'est un camion venu de Hollande pour charger qui est reparti à vide. A Alençon des camions venant de RFA étaient pleins : ils sont repartis sans pouvoir décharger.

L'OCCUPATION  
A ALENÇON

L'usine d'Alençon est à la sortie de la ville, c'est la maison-mère, la plus grosse du groupe. A l'entrée principale, les piquets de grève veillent à l'extérieur. De temps en temps, des ouvriers passent aux nouvelles et discutent une heure ou deux. On commente la manifestation du matin, on essaie de deviner ce que la direction va faire. On regarde, méfiants, les non-grévistes qui se réunissent avec la direction en face de l'usine. Que vont-ils faire demain matin ? Les filles re-

commandent à leurs copines d'atelier d'être là dès 6 heures pour faire face à toute tentative. Demain c'est décisif : il faut tenir. Contrairement à Caen, ils sont peu à occuper la nuit, pratiquement aucune fille. Il y a des réticences à venir occuper la nuit : pour les unes c'est le mari, les gosses, d'autres qui n'ont pas ces problèmes (leurs maris sont solidaires) ne veulent pas pour autant venir la nuit.

L'ATTITUDE  
DES SYNDICATS DANS  
LA LUTTE

Les syndicats sont tous dans la lutte, soi-disant. En fait, si c'est vrai qu'ils participent aux inter-syndicales, qu'ils signent les banderoles, seule la CFDT est dynamique. Une ouvrière s'exclamait en revenant de la manifestation : «La CFDT c'est la seule qui soit énergique, je ne parle pas de la CGT : ce qu'ils ont fait (les délégués) c'est vraiment pas du joli !». En effet la CGT s'est plus d'une fois discréditée depuis 74. En 74 elle avait voulu faire reprendre les filles sans avoir rien obtenu en leur promettant des négociations mais elle s'était cassée les dents. Une autre fois elle avait transformé la grève totale en grève de chaînes, en promettant aux filles qu'elles auraient la même paye. En fait, au bout du mois, la moitié de la paye s'était envolée et la CGT en était toute surprise. Aujourd'hui, plusieurs ouvrières nous racontent qu'au tribunal, alors que la séance était terminée, le délégué CGT propose d'ouvrir les portes de l'usine une heure ! Il se fait rappeler à l'ordre. L'après-midi, quand il se présente devant l'usine les travailleurs l'accueillent comme il se doit : en le conspuant... Ces «erreurs» ont fait que les travailleurs les plus combattifs ont constitué une section CFDT. Aujourd'hui c'est elle qui dynamise la lutte, mais disent-ils à Alençon ce que veulent les grévistes, c'est gagner et ils sont prêts à tenir aussi longtemps qu'il le faut pour cela.

Nadine CHATRAS

LES PORTES  
SONT TOUJOURS FERMÉES

● Vendredi, 6 heures du matin : les premiers grévistes sont là, par petits groupes, et discutent. Petit à petit, les autres arrivent, renforçant le piquet de grève. Les cars de ramassage qui ne fonctionnaient pas la veille, arrivent vers 7 heures.

De l'autre côté de la rue, les cadres et les non-grévistes se rassemblent. Un mouvement de foule se produit vers l'autre porte. Le chef du personnel, Monsieur Hamelin, arrive en voiture, entouré de ses cadres et de ses secrétaires. Il sort une sono, commence à affirmer que les portes sont ouvertes... Les grévistes ripostent aux cris de «Négociations ! Négociations !».

Jeudi soir en effet, l'intersyndicale a proposé de négocier à partir de samedi matin et est même allée jusqu'à s'engager à ouvrir les portes lundi, si la négociation était commencée dès samedi. Mais la direction ne veut rien savoir et refuse de discuter tant que les portes sont fermées.

## Les Moulinex dans la rue !

Jeudi matin 10 h 30. Il pleut, une petite pluie fine et froide sur Alençon et toute la région. Mais ce n'est pas cela qui va arrêter la détermination des grévistes de Moulinex ! Quelque 1 600 personnes sont là rassemblées près de l'usine prêtes à partir manifester dans les rues d'Alençon. Les slogans fusent et la manifestation démarre. Elle parcourt les rues du centre ville aux cris de «Union Action Occupation» ou encore, très souvent repris : «Martin si tu continues la classe ouvrière te battera le cul !». (Martin est le financier du groupe). Des chants sont repris en cours sur différents airs connus, les grévistes ont inventé les paroles pour dénoncer leur exploitation et leur lutte. La veille deux filles ont tapé les paroles pour que chacun puisse les chanter.

C'est le jour de marché ce matin à Alençon, le passage de la manifestation y est bien accueilli. Presque tout le monde connaît un parent ou un ami qui travaille à Moulinex et on comprend la détermination des grévistes. Certains font même un signe de tête ou de main à un manifestant, d'autres de tous âges les rejoignent et scandent aussi des slogans : «Renault Arsenaux Moulinex, même combat», «Ce n'est qu'un début continuons le combat». Quand on passe devant le bâtiment du comité interprofessionnel qui abrite la médecine du travail, les grévistes font une prise de parole pour rappeler les buts de leur lutte et le refus où se retranche la direction depuis le début de l'occupation. Puis le

Devant la porte de l'usine, la direction tente de dévoyer les non-grévistes : la CGC prend la parole pour les amener à une contre-manifestation «pour la liberté du travail». La direction réunit les non-grévistes. Elle leur fait un laïus qui n'est pas très bien reçu : les protestations s'élevèrent quand il s'agit de la manifestation. Il faut dire que celui qui le leur propose est le cadre qui détermine les cadences... Mais la direction réaffirme que les portes seront ouvertes lundi. Et à la question de savoir comment ils feront, elle répond que, de toutes façons, cela sera fait.

Aussi les grévistes réunis en assemblée générale à partir de 8 heures décident d'organiser pour le week-end des piquets de grève et des activités pour animer l'occupation.

Une garderie sera assurée pendant tout le week-end de façon à ce que, lundi, tout le monde soit là pour riposter à toute tentative de la direction !

défilé continue avec le même enthousiasme jusqu'à la préfecture. Là un meeting a lieu ; une ouvrière de l'usine de Dreux à la Perrière (près de Mortagne) intervient pour expliquer leurs revendications et appelle à un meeting de solidarité pour samedi dans l'usine. Elle est accueillie aux cris de «Dreux, Moulinex même combat».

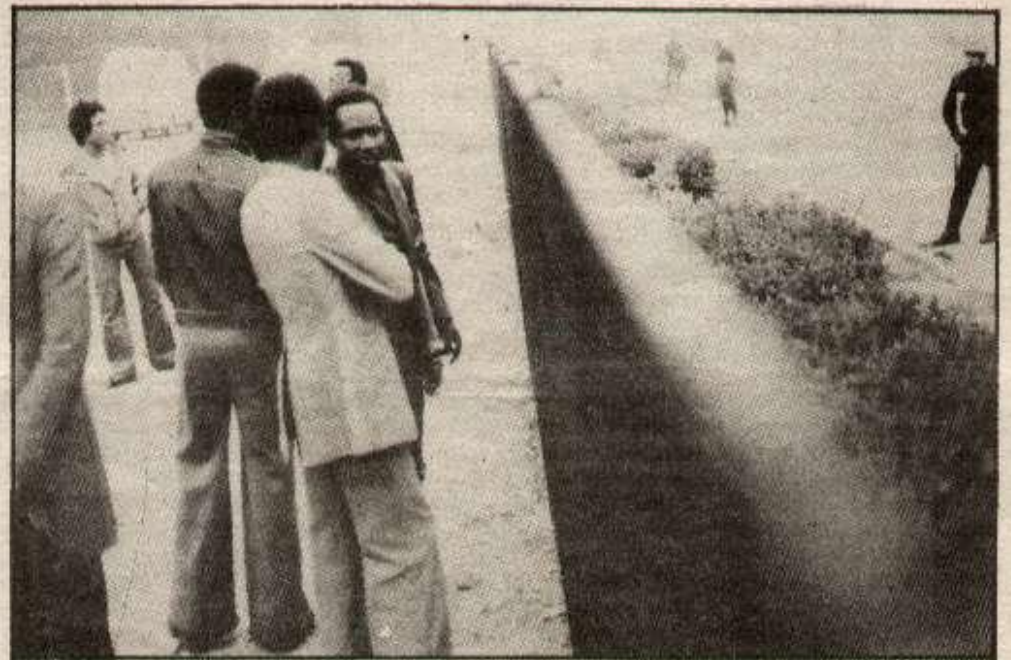
Puis un délégué nous

apprend la menace d'intervention des flics et que certains employés de la préfecture n'ont pu se joindre à la manifestation comme ils le désiraient, les grilles ayant été bloquées ! Pourtant derrière les grilles une dizaine de femmes sont quand même là et discutent avec les manifestants. Après les chants des grévistes l'Internationale est entonnée et chantée plusieurs fois le poing levé.

On redémarre pour se

diriger sur Moulinex les slogans continuent de fuir de toute part non sans certaines contradictions : «Sans négociations - occupation» est lancé par les grévistes les plus déterminés et répond au slogan : «Négociation - négociation». C'est vers 13 h que se termine la manifestation. Rendez-vous est alors pris pour vendredi matin 6 heures pour faire échec à toute tentative de coup de force de la direction.

## Renault-Flins

La police s'installe  
mais ne fait toujours pas  
tourner les presses

On se doutait bien que la direction de la Régie, comme d'ailleurs la majorité des patrons, ne suivait les votes majoritaires d'un comité central d'entreprise que pour autant que cela la sert. Quand le CCE a demandé majoritairement le départ des flics, le directeur a répondu que lui seul déciderait de la conduite à tenir. Pourtant la CGC et FO avaient pensé que cette réunion ne devait servir à rien n'y a pas assisté. A Flins, les gardes mobiles veillent toujours à la porte de l'atelier où la direction tente de relancer la production. L'atelier est soigneusement isolé de l'extérieur et même les délégués n'y ont pas accès. La CFDT a déposé une plainte pour entrave à la liberté syndicale.

L'attitude des ouvriers professionnels des presses qui refusent toujours de travailler avec un fusil dans le dos est aussi déterminante pour l'issue du conflit que celle des O.S. qui tiennent bon sur leurs positions.

Pour essayer de contourner cette grève la direction démantèrerait des pièces dans différentes usines, mais c'est là une opération délicate car ailleurs les ouvriers des presses pourraient bien refuser de faire le travail.

## Elbœuf

Samedi 24 juin à 14 heures  
réunion publique à l'appel du PCR ml, sur :

LA GREVE A RENAULT, A ELBOEUF

Maison des Syndicats

Avec le montage-diafos sur le grève de Renault à Cléon et Flins.

## Menaces contre les locataires de Tourtille (Paris XX<sup>e</sup>)

Mardi à 15 heures, les flics du commissariat de la rue Ramponeau sont arrivés avec un huissier, un représentant de la SORENOBEL et ont commencé leur travail de destruction de l'hôtel meublé du 4-6 rue de Tourtille, où les locataires sont menacés depuis 4 mois par leur expulsion.

L'eau et l'électricité ont été coupées. Les fenêtres sont cassées, les fils électriques dans les chambres arrachés. Un plafond est défoncé, plusieurs portes aussi. Une valise a disparu. Les destructeurs ne se sont pas souciés du fait que les locataires sont toujours là. La colère était grande chez les locataires, tous immigrés : «C'est inhumain», on n'a jamais vu cela.

Une délégation à la SORENOBEL le jeudi matin obtient une assurance que les locataires seront relogés, mais ce ne sont encore que des promesses. Les locataires le savent. Ils ont vu comment la SORENOBEL a agi alors qu'elle avait fait des promesses il y a plusieurs semaines. Le comité de soutien aux locataires et d'autres associations locales sont venus soutenir les locataires et envisager la poursuite de la mobilisation. Des locataires du 40 rue de la Mare étaient présents, révoltés par ces méthodes policières. Ils pensent qu'ils devraient eux aussi de leur côté, être vigilants, car ils sont menacés d'expulsion aussi en septembre prochain.

Les gens regroupés et les locataires sont allés massivement au commissariat du XX<sup>e</sup> à Gambetta exiger que les chambres soient remises en état, que l'eau et l'électricité soient rétablies jusqu'à ce que les locataires soient relogés, dans les conditions qu'ils demandent : pas de foyer, pas de loyer à plus de 200 F dans le quartier.

La SORENOBEL doit céder !

## Jussieu : grève de la faim des enseignants vacataires

Un projet de loi licenciant tous les enseignants vacataires à temps plein de toutes les universités doit être soumis au Parlement mardi 27 juin.

Contre ce projet, les vacataires, à l'appel de leur association l'ANEVES (Association nationale des enseignants vacataires de l'Enseignement supérieur) ont entamé, jeudi 22 juin, une grève de la faim à la faculté de Jussieu, tour centrale, 4<sup>e</sup> étage.

De tels mouvements se développent en province, et l'ANEVES appelle à venir apporter un soutien sur place à la Faculté de Jussieu, permanence jour et nuit.

Depuis le 24 mai, l'ANEVES a lancé un mot d'ordre de grève administrative (rétention des notes) pour réclamer que leurs droits sociaux soient respectés (couverture sociale, congés payés dont les chargés de cours ne bénéficient pas dans les faits).

L'ANEVES tiendra une assemblée générale pour faire le point de la situation le vendredi 30 juin, à 10 h, à la faculté de Censier, salle 328.

Communiqué ANEVES, 13, rue de Santeuil, FACULTE DE PARIS III.

## «Antibrouille 78» : la fête des radios libres

### Communiqué

La fête des radios libres se tiendra le 1<sup>er</sup> et le 2 juillet à Yerres, dans la banlieue Sud de Paris, dans le somptueux parc de Caillebotte qui était mis gracieusement à la disposition des organisateurs par la municipalité.

50 formations musicales et théâtrales ont déjà donné leur accord pour participer à cette fête exceptionnelle dont l'entrée sera gratuite.

Elle est lancée à l'initiative du collectif de soutien aux radios libres, et de la fédération des radios libres non commerciales. Cette fédération entend exprimer le plus largement possible la volonté des radios libres, de

continuer leur action et cela quelle que soit la répression dont elle sont victimes et quels que soient les projets d'aménagement gouvernementaux et parlementaires qui voudraient les museler.

La liberté d'expression ne saurait être découpée en tranches. La conquête du droit d'émettre sur les ondes est devenue aujourd'hui un objectif majeur pour les nouvelles formes d'expression populaires.

Pour tous renseignements

Fédération des Radios Libres non commerciales  
1 Rue Keller - Paris 11<sup>e</sup>

## A Villerest, près de Roanne (Loire)

# NON AU BARRAGE !

● Alors cette fois, ça y est ! Ils ont osé ! Le démarrage de la construction du barrage de Villerest (près de Roanne, Loire) a été fixé à cet été. Manifestations, campagnes de dénonciation, un film même («Mon nom est Villerest») n'ont donc pas fait réfléchir la bourgeoisie.

Les risques pourtant sont connus : créer une retenue d'une capacité telle qu'elle régularise l'ensemble du cours de la Loire (du Roannais jusqu'aux centrales nucléaires du Val de Loire) ne se fait pas sans danger. En cas de fissure, de détérioration quelconque, c'est une ville entière, Roanne, et ses alentours, qui sont menacés. Sans parler bien sûr des serres noyées (les «champs bons» de la plaine Balbigny, par exemple). Et que dire du problème des modifica-

tions climatiques : la cuvette roannaise est pourtant déjà largement pourvoisée en rhumatisants ! Sans compter encore les émanations pestilentielles et intoxications de la faune aquatique, lors des mises à nouveau (Génissiat vient récemment d'en donner un exemple et répugnant avant-goût)... Malgré ces risques bien réels et une non moins authentique protestation populaire (paysans de la plaine du roannais, travailleurs de Roanne, jeunes, militants écologistes) le projet va

passer dans la vie, à partir de cet été, si la riposte ne franchit pas un échelon de plus ! Pourtant, de la décision prise par l'Etat et le «comité de Bassin Loire-Bretagne» dont le responsable est le président du Conseil général du Loiret, Pierre Pagot) à la réalisation, il y a peut-être encore une marge. En effet, le coût de l'opération (325 millions de francs, au lieu des 188 prévus initialement, avec un reliquat de 120 millions pour le comité de Bassin) fait renaître même les plus farouches partisans. Le dossier va rester à l'étude, sur la question du financement jusqu'au 11 juillet où ce comité de notables de la Loire et des pays de Loire devra trancher. D'ici là, la mobilisation devra redou-

bler pour que soit repoussé le dangereux projet (dont, en plus, le coût retombera, via le budget de l'Etat, sur le dos des travailleurs). Le meeting contre les marées noires du 23 juin à St-Etienne (20 h 30, au cinéma le France) organisé par les Amis de la Terre, le CDJA, l'UQP, et de nombreuses organisations familiales populaires, sera l'occasion de relancer également cette mobilisation contre le barrage. Car, comme le précise l'intervention UQP, «aujourd'hui, c'est la marée noire, mais demain peut-être l'explosion de la centrale de St-Maurice ou la rupture du barrage de Villerest si on le laissait se construire !»

Corr. St Etienne

# LA MULTIPLICATION DES INTERVENTIONS CHIRURGICALES EN QUESTION

● Un débat se poursuit tant en France qu'aux USA sur la «surproduction chirurgicale», c'est-à-dire du nombre excessif d'opérations chirurgicales. Selon une enquête publiée par l'hebdomadaire *Newsweek* le nombre de césariennes a augmenté de 87 %, les opérations de la prostate de 80 %, de la cataracte de 42 %, ces interventions étant semble-t-il loin d'être toutes justifiées. Par exemple de nombreuses

cliniques et chirurgiens encouragent les femmes américaines à accoucher par césarienne, si bien que dans certains milieux cela devient une vraie mode : «par césarienne vous pourrez choisir le jour qui vous arrange pour accoucher, etc...». Résultat : les chirurgiens arrondissent leur chiffre d'affaire grâce à ce «créneau» inespéré...

En France, on peut observer des phénomènes similaires : une enquête de la CNAM portant sur une seule journée chirurgicale révèle que 40 opérations pour 100 000 habitants ont été pratiquées à Paris contre deux seulement pour 100 000 habitants à Limoges soit 20 fois moins (il faut tenir compte du nombre de spécialistes concentrés à Paris). Parmi

ces opérations, un nombre énorme d'opérations d'appendice dont on peut estimer que la moitié environ sont inutiles. Tout le monde connaît la hâte de certains chirurgiens à opérer dès les premières douleurs vagues, souvent révélatrices de troubles nerveux sur qui l'opération ne donnera aucun résultat. L'appendice devant être opérée à chaud en urgence, ces

opérations préventives ne comportent aucun intérêt médical. Idem pour les amygdalotomies, les végétations, les varices, la vésicule et même l'utérus !

A ces vagues d'opérations, deux explications : — d'abord le recours plus facile actuellement à ce type de soins et la plus grande sécurité qu'elles offrent généralement (par rapport à celles pratiquées il y a vingt ou trente ans),

— ensuite la multiplication du nombre de chirurgiens entraîne un recours plus fréquent à l'opération : ceux-ci étant payés à l'opération, ils ont tendance à encourager la prescription. Parfois même à opérer dans des cas où l'opération est inutile et ne peut améliorer l'état du malade (certains cancers ou maladies rhumatismales...)

De plus, les chirurgiens travaillent souvent en lien privilégié avec certains généralistes qui leur envoient systématiquement les malades.

Se saisissant de ces statistiques et observations qui partent d'une certaine réalité, le médecin chef de la Caisse d'Assurance Maladie repart en guerre contre le «gaspillage» et appelle à faire des «économies». Mais, ce faisant il omet volontairement que :

— cette situation joue différemment selon les classes, les travailleurs tardivement ou mal soignés en

médecine sont souvent condamnés à la chirurgie. — l'absence d'information médicale de masse permet tous les abus.

— c'est la logique même de l'appareil sanitaire de la bourgeoisie qui encourage cet état de fait, en encourageant la réparation rapide des travailleurs et la médecine bâclée et en ne pratiquant aucune prévention médicale réelle.

P. PUJOL

## 4 HEURES POUR LA CONTRACEPTION

4 heures pour un centre de contraception-sexualité et interruption de grossesse à :

Villeneuve St-Georges samedi 24 juin

de 15 h à 19 h

au centre Léo Lagrange

rue Pasteur

Villeneuve St-Georges

Avec expo-film sur le centre de Colombes, débat avec les équipes du centre du Kremlin Bicêtre et de Colombes.

Pour enrichir ce projet de centre, venez nombreux et nombreuses vous informer, donner vos suggestions, discuter de la loi Veil, de la sexualité, de la contraception.

Groupe femmes Villeneuve Planning 91-94. MLAC Section CFDT de l'hôpital de Villeneuve

## Villiers le Bâche (Essonne)

# MOBILISATION POPULAIRE AUTOUR DE RADIO VILLAGE

Depuis 5 semaines les habitants de Villiers pouvaient écouter Radio Village sur 102 MHz de 19 h à 19 h 45 : informations sur la vie de la commune réalisées par une équipe d'animateurs en liaison avec la municipalité.

Or hier soir cette émission s'est arrêtée à 19 h 20. Intrigués quelques habitants se sont rendus sur le lieu d'émission et sont tombés sur 8 flics en civil du SRPJ de Versailles qui voulaient saisir le matériel. Discussions, demandes de présentation de mandat de perquisition, palabres juridiques permettent de gagner du temps

et c'est bientôt 200 personnes qui empêchent que les flics partent avec le matériel saisi. Il est décidé de faire venir le maire, M. David, et d'effectuer sur le champ et sur le lieu d'émission une réunion extraordinaire du conseil municipal, le maire représentant l'autorité de justice de la commune est contre la saisie du matériel. Il s'en réfère à la constitution et demande le respect de la liberté d'expression. Débat houleux qui fut tranché vers 22 h par la mise sous scellés du matériel sous la garde de la responsabilité du maire. Ainsi la mobilisation populaire a permis un premier recul.



# 25 JUIN 1976 EN POLOGNE : LA RÉVOLTE DES OUVRIERS DE RADOM

## LE RÉCIT DU SOULEVEMENT

(...) Les troubles commencèrent le 25 juin 1976 par une grève de toutes les entreprises de Radom. A 6 heures du matin, le personnel du département P-6 de la fabrique d'armements *General Walter* décida d'aller dans la rue. D'autres départements se joignirent aux ouvriers de P-6. Les ouvriers de *General Walter* brisèrent la porte de l'arsenal, dans l'espoir de s'y armer. Mais le dépôt était vide. Dans la nuit précédente, la direction, prudente, avait fait transférer tout le stock d'armes à l'aérodrome militaire de Radom.

Le personnel de chez *Walter* défila dans la rue, dans un ordre exemplaire, avec des drapeaux polonais blancs-rouges et des drapeaux rouges, chantant l'Internationale. Les travailleurs d'autres usines de Radom les rejoignirent : ceux de la tannerie de *Radoskor*, de l'usine d'appareillage téléphonique, de la fabrique de cigarettes, les cheminots et bien d'autres entreprises.

Dans d'autres petites usines, les ouvriers ne descendirent pas dans la rue, mais ils participèrent à la grève générale. Dans quelques-unes, la fabrique de matériaux ignifugés par exemple, les ouvriers bastonnèrent les secrétaires du parti ; ailleurs encore, les représentants de la direction en prirent pour leur grade.

## AU SIEGE DU PARTI

Les manifestants, auxquels s'étaient jointes la

jeunesse scolarisée et la population de Radom, arrivèrent devant le siège du comité de voïvodie du parti, dans la rue du Premier Mai. Ils demandèrent que les dirigeants locaux viennent discuter avec eux. Mais le secrétaire de voïvodie (1). *Prokopiuk*, refusa de sortir. Au bout d'un moment, le deuxième secrétaire, *Adamczyk*, vint à l'extérieur. A la foule qui criait que les ouvriers voulaient parler avec la direction du parti, il répondit qu'il ne discuterait pas avec la population.

Alors, une femme, son enfant dans les bras, s'avança. Elle était veuve, dit-elle, avec trois enfants à nourrir, et gagnait 2 200 zlotys par mois (2). Jusque-là, elle pouvait tout juste acheter avec son salaire, du pain et du sucre pour les enfants — après la hausse des prix, elle n'y arriverait plus. Elle demanda enfin : « *A combien s'élève votre traitement, camarade secrétaire ?* ».

Adamczyk répondit par une question : « *Si le sort de vos enfants vous tient tellement à cœur, pourquoi avez-vous traîné celui-ci avec vous, au lieu de le*

laisser tranquillement à la maison ? »

La femme perdit contenance, pour retirer l'un de ses souliers, pour taper sur la tête d'*Adamczyk*, avec le talon. Le secrétaire du parti, fort ému, proposa que la foule désigne une délégation. Il parlerait avec cette délégation. Alors, une autre femme cria : « *Une délégation ? Pour que vous sachiez qui arrêter ! Eh bien ! C'est moi, la délégation. Allons-y, parlons !* ».

## AVEC LE SECRÉTAIRE DU PARTI

De tous côtés, des cris de dérision partirent à l'adresse du secrétaire et du parti lui-même. La tension monta. *Adamczyk*, de plus en plus ému, répétait qu'il ne discuterait pas avec la population. Alors, un ouvrier de chez *Walter*, en bleus crasseux, comme tous ses camarades, s'avança, montra ses vêtements, et dit qu'on lui en donnait un neuf une fois par an, alors qu'il en faudrait au moins un par trimestre. Et, montrant le complet d'*Adamczyk* : « *Et combien coûte votre complet ? Sûrement*

paraît aujourd'hui irréversible, qui remet en cause à la fois le régime anti-populaire de *Gierek* et la domination soviétique, rassemblant plusieurs courants d'opposition venus notamment de la classe ouvrière et des intellectuels.

Le récit que nous publions ici est un peu le symbole de cette période : c'est la révolte de Radom telle qu'elle fut rapportée dans toute la Pologne dans le numéro 1 du bulletin d'information sur les événements actuels en septembre 1976, rédigé par des militants qui participèrent activement au KOR.

dans les 6 000 zlotys, sinon davantage ! »

Aussitôt, le cri monta : « *Déshabillez-le !* ». Un groupe de jeunes se précipita et força *Adamczyk* à se déshabiller. Le second secrétaire dut se réfugier en sous-vêtements dans l'immeuble, bombardé d'ordures. Il tomba, se releva et se remit à courir. Selon des rumeurs incontrôlées, il aurait eu une grave crise cardiaque et serait à l'hôpital.

Un grand feu fut alors allumé dans le voisinage, et tous les ouvriers qui étaient membres du parti y jetèrent leurs cartes. Comme on ne parvenait pas à enfoncer la porte de l'immeuble, on amena trois tracteurs : à l'un, on fixa une corde, et l'on arracha la porte avec son encadrement. Avec un autre, on arracha les fenêtres, cadre inclus. Les vitres avaient déjà été brisées à coups de pierres. On mit le feu au troisième et on l'expédia à l'intérieur de la maison du parti par l'ouverture de la porte ; l'incendie s'alluma.

Des jeunes grimperent sur la façade, entrèrent par les embrasures des fenêtres, tirèrent les tapis et les montrèrent à la

foule. Des cris de fureur leur répondirent. Les tapis volèrent dans la rue.

## A LA CANTINE DU PARTI

On força la porte du magasin de la cantine de la maison du parti, où se trouvaient de grandes quantités de charcuterie fine et d'autres denrées alimentaires. On entassa tout devant le bâtiment, puis on mit le feu aux autres ailes de la maison du parti. Le rez-de-chaussée et les deux premiers étages furent bientôt la proie des flammes, cependant que le troisième étage était apparemment épargné.

Entre-temps, les murs de Radom s'étaient couverts d'affiches portant : « *A bas le POUP, parti vénal !* » et autres slogans semblables. Une foule nombreuse assiégeait les bâtiments voisins de l'administration de la voïvodie et du quartier général de la milice.

Dependant, la police ne se servit pas de ses armes à feu, mais se contenta de se barricader dans le groupe d'immeubles assiégés et de lancer des grenades lacrymogènes sur la foule. En même temps, elle photographiait les gens depuis les fenêtres. Beaucoup de manifestants cachèrent leur visage avec des foulards. Un hélicoptère tournait au-dessus des rues, et les agents de la sécurité qui y avaient pris place filmaient les manifestants.

A l'exception du groupe d'immeubles assiégés, tout Radom se trouvait entre les mains de la population de la ville. Des barricades s'élevèrent. Dans la rue du 1<sup>er</sup> Mai, on arrêta 4 voitures de pompiers qui se dirigeaient vers les bâtiments en feu, et on s'en servit pour édifier des barricades qui bloquaient les routes venant d'Iłza et de Rzeszów sous le viaduc. C'est une jeune femme qui dirigeait la construction des barricades. (...)

(...) Vers 23 heures, les forces de sécurité et le parti restaient les maîtres du terrain à Radom. Quélques milliers de personnes avaient été arrêtées. Des brigades d'ouvriers du bâtiment furent expédiées de force dans la nuit de Varsovie, Kielce et Koziénice, ainsi que trois unités de « détachements volontaires d'ouvriers » stationnées près de Radom, pour effacer les slogans hostiles au parti et enlever les

carcasses de véhicules brûlés.

## 17 TUÉS

Selon des rumeurs répandues dans la population, environ 17 civils ont été tués, parmi eux un enfant, une femme enceinte et un médecin de 25 ans. Tout comme les victimes du soulèvement de décembre 1970, on a dû les enterrer en secret au cimetière local, dans la nuit du 26 au 27 juin. Les communiqués officiels de la presse du parti parlent de deux personnes tuées, qui d'ailleurs, auraient été massacrées par leurs camarades de combat.

Il faut ajouter que quelques personnes de plus ont sans doute été tuées pendant l'enquête, car, quelques jours plus tard, on trouva dans la rue le cadavre d'un jeune dont on savait qu'il avait précédemment été arrêté. (...)

## LES COURS MARTIALES

Dès le samedi 26 vers midi, des sortes de « cours martiaux » commencèrent à fonctionner. Leur verdict atteignait fréquemment dix ans de prison.

Les « preuves » principales consistaient en témoignages de fonctionnaires de la milice ou des services de sécurité. Ces « tribunaux » se composaient en général d'un seul « juge » et d'un greffier. Les condamnés étaient immédiatement expédiés dans diverses prisons du pays.

Le lundi 28, cinq « collègues administratifs de répression » entrèrent en action, chacun d'eux prononçant chaque jour quelque 700 sentences. On estime que, le 4 juillet, 5 000 personnes environ avaient été condamnées. La condamnation la plus couramment prononcée était de trois mois de prison et de 5 000 zlotys d'amende (...)

Il est extrêmement difficile d'apprécier jusqu'à présent l'étendue des représailles exercées contre les ouvriers et toute la population de Radom après le 25 juin 1976. Le nombre des personnes arrêtées le jour-même dépassa 1 000. Mais les arrestations se poursuivirent encore pendant plusieurs jours (...)

(1) Depuis la réforme administrative décidée par *Gierek* en 1975, réforme qui a porté le nombre de voïvodies de 17 à 49, la ville de Radom est devenue chef-lieu de Voïvodie.

(2) Le salaire moyen est de 3 000 à 3 500 zlotys par mois. Les salaires payés à Radom sont bas, inférieurs à la moyenne. 2 200 zlotys représentent quelque 500 F.

## La Suisse à l'heure allemande

Le gouvernement suisse vient de proposer la création d'une brigade spéciale de police « anti-terroriste » qui, avec des effectifs de 700 hommes sera chargée de la protection des personnalités et des bâtiments officiels. Des organisations de gauche ont demandé qu'un référendum ait lieu prochainement afin de permettre aux Suisses de se prononcer pour ou contre cette nouvelle police. La Suisse semble ces derniers temps se mettre à l'heure allemande comme le prouve le régime de privation sensorielle auquel sont soumis deux membres de la Fraction Armée Rouge actuellement détenus dans les prisons suisses.

## Contre l'aide militaire à la Corée du Sud

Le principal journal nord-coréen s'élève contre l'augmentation de l'aide militaire américaine à la Corée du Sud. Les Etats-Unis ont décidé l'envoi de nombreux avions de divers types ainsi que des missiles anti-chars *Tow*. Ils ont également accordé une aide destinée à renforcer le potentiel des aéroports militaires de Osan et Kunsan et à les agrandir.

« L'accroissement de l'aide militaire des Etats-Unis aux fantoches sud-coréens fait partie de leur conspiration visant à maintenir leur domination coloniale chancelante en Corée du Sud, à accélérer la création de deux Corées et à faire des préparatifs de guerre » commente le journal.

## La révolte d'un ambassadeur égyptien

L'ambassadeur d'Egypte à Lisbonne a refusé de rentrer en Egypte comme le lui avait demandé le gouvernement, s'il n'avait l'assurance de n'être pas arrêté. Sa suspension a été prononcée par Sadate après qu'il eut violemment attaqué la politique menée par son gouvernement. Il l'accusait de mettre en place « un régime autocratique se camouflant derrière des institutions démocratiques ». Il l'accuse également d'avoir réduit les capacités militaires de l'Egypte « à peine évaluées à 60 % de leur niveau de 1973. Au contraire, celles de l'armée israélienne ont augmenté de 160 % pendant la même période ». Il souligne également que la « division arabe n'a jamais été aussi grave depuis trente ans », à la suite du voyage de Sadate à Jérusalem. Ces accusations peuvent rencontrer un écho car l'ambassadeur, le général *Chazil*, commandait l'armée égyptienne dans le Sinaï en 1973.

## USA - Japon : importantes livraisons d'armes

Les USA et le Japon ont conclu un contrat portant sur la livraison de 150 avions, parmi lesquels 100 chasseurs F 15 et 45 détecteurs de sous-marins P 3 *Corion*. Ce contrat est annoncé après les manœuvres militaires soviétiques qui ont mis en évidence le renforcement du potentiel militaire soviétique à proximité du Japon et l'aggravation des pressions politiques de l'URSS.

## Le Polisario : la France ne peut justifier son agression contre le Sahara

Dans une tribune libre du *Monde*, Aïni Sayed, représentant du Front Polisario en Europe et membre du Bureau Politique, dénonce l'intervention française dans toute l'Afrique et montre « que l'on a affaire à un projet cohérent, dont les événements actuels ne sont que l'aboutissement. »

Il démontre combien inappropriés sont les prétextes avancés pour ces interventions, combien elles sont dénuées de tout fondement en ce qui concerne le Sahara : « Au Tchad il y a, formellement, un gouvernement légitime qui a le droit de faire appel à des amis ; mais au Sahara occidental, quelle est l'autorité légitime ou simplement légale qui pourrait faire appel à une intervention étrangère ? (...) Au Zaïre, on a pu justifier la mission de la France, mettre en avant des raisons humanitaires... Mais au Sahara ? Les élections ont été passées, les Jaguar et les Breguet Atlantic ont bombardé à plusieurs reprises en plein cœur du Sahara, à des centaines de kilomètres de tout endroit, où sont censés se trouver des ressortissants français. » Il conclut : « Si le peuple sahraoui se bat, c'est bien pour faire respecter son droit, internationalement reconnu, à l'autodétermination et à l'indépendance... Mais la France... se dédit de ses engagements... Bien plus, la France fait peser une menace énorme sur la paix et la stabilité dans la région : une intervention étrangère comme la sienne risque d'accélérer l'internationalisation — jusque là évitée — du conflit. »

## Un membre de la RAF extradé de Bulgarie

Till Meyer, membre du mouvement du 2 juin, proche de la Fraction Armée Rouge, a été arrêté en Bulgarie et remis aux autorités allemandes. Il s'était évadé le 27 mai dernier de la prison de Berlin. Son arrestation est due à la collaboration des polices allemande et bulgare. Selon le gouvernement de Bonn, les forces de sécurité bulgares ont opéré en liaison avec une unité de la police anti-terroriste ouest-allemande. Trois autres personnes ont été également livrées par la Bulgarie à la police allemande.

## Montée du yen japonais

Le yen a enregistré une nouvelle hausse par rapport au dollar le 21 juin. Il atteint le taux de 209 yens par dollar. On envisage sur les marchés des changes que le yen monte jusqu'à 200 yens par dollar, voire au-dessus. La hausse du yen depuis 1971 a atteint 47,6 %. La hausse du yen pourrait être le signal d'une nouvelle baisse du dollar comme cela s'est déjà passé au cours des derniers mois. Depuis la mi-avril, la Bundesbank a dépensé 4 milliards de Deutschmarks pour soutenir le cours du dollar par rapport au mark.

## Timor : nouvelle offensive indonésienne

Le secrétaire à l'information du Front de Libération, le FRETILIN, a annoncé qu'une nouvelle offensive indonésienne avait été lancée après l'arrivée sur l'île de 15 000 soldats indonésiens venus en renfort.

## ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

VI

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 92, Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence 2U 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## Première délégation américaine en Angola depuis l'«indépendance»

# L'ANGOLA SOUS LA TOURMENTE

● Pour la première fois depuis l'indépendance, une délégation américaine est arrivée mercredi 21 juin en Angola. Dimanche Agostinho Neto, le président angolais doit rencontrer le président Eanes pour la première fois depuis la déclaration d'indépendance de l'Angola. Depuis l'invasion du Shaba, les Soviétiques sont venus en force, plusieurs généraux ont pris en mains la marine et l'aviation ainsi que les services de renseignement. Une intense activité diplomatique se joue autour de l'Angola, du fait de ses difficultés intérieures, de sa situation géographique, de son importance pour l'URSS.

Les richesses mêmes de l'Angola en faisait un pôle important pour les anciens colonisateurs, et une proie intéressante pour les nouveaux : 5 % de la production mondiale de diamants, du minerai de fer, du pétrole, du café et de la canne à sucre. Depuis l'indépendance de l'Angola, les puits de pétrole fournissent à plein régime à Cabinda : les installations de la Gulf Oil tourmentent sous la protection des soldats cubains. Dès l'indépendance, elle négociait le maintien de tous ses droits avec le nouveau régime. La compagnie nationale brésilienne passait en même temps des accords avec le régime angolais pour assurer la commercialisation du pétrole. Le pétrole est seul à échapper aux Soviétiques qui tiennent en mains

toutes les autres productions. L'intérêt de l'Angola c'est également que son territoire se trouve abriter les réfugiés du Zaïre qui ont échappé aux différentes répressions de Mobutu et également de Namibie qui fuirent le régime raciste. Pour les Soviétiques, c'est une plaque tournante importante de leur pénétration en Afrique.

Cependant, à l'intérieur la situation est très mauvaise, en dehors du secteur pétrolier, qui offre une bouffée d'oxygène à une économie démantelée : 500 millions de dollars par an. Par ailleurs, les combats n'ont jamais cessé au centre de l'Angola, combats au cours desquels il est rapporté que de nombreux Cubains ont déjà trouvé la mort.

## Finale de la Coupe du Monde de Football des travailleurs immigrés

### AVEC LA PARTICIPATION DU COBA

PORTE DE PANTIN (Paris)  
25 JUIN 14 h - 18 h  
ENTRÉE GRATUITE

Le 25 juin au stade de River Plate, à 800 mètres du centre de torture de l'Ecole de Mécanique de la marine se tiendra donc la finale de la Coupe du Monde. La Junte argentine a su amener son équipe en finale au prix d'une mascarade politico-sportive tandis qu'elle imposait une image totalement déformée du pays qu'elle occupe militairement. La complicité des télévisions du monde entier et des gouvernements participants a puissamment contribué à cautionner cette gigantesque opération de propagande.

Ce même jour à Paris se tiendra une autre «finale». Celle de la Coupe de football des travailleurs immigrés qui met un terme spectaculaire aux activités de l'année de la fédération de football des travailleurs immigrés. Cette manifestation est le rassemblement de tous ceux qui, en France n'ont le droit que de travailler dans l'exploitation la plus poussée tandis qu'ils sont privés de toutes participations à la vie politique et associative le tout

dans un climat de répression de plus en plus marqué.

Le COBA qui agit depuis janvier 78 pour entraver les projets de la dictature argentine, dénoncer ce qui se cache derrière la répression sauvage des militaires argentins et souligner le rôle éminemment mystificateur joué par le football, répond favorablement à la demande de participer et de soutenir le rassemblement de la porte de pantin le 25 juin de 14 h à 18 h (entrée gratuite).

En effet à partir du football lui-même, le COBA contribuera à une animation destinée à développer une prise de conscience des diverses fonctions politiques du football et de la réalité quotidienne de ceux qui subissent l'oppression de toutes les institutions placées au service des intérêts impérialistes.

Dans ce cadre un match particulièrement significatif sera organisé avec des travailleurs immigrés et des exilés argentins.

(Communiqué)

### LA CIBLE CUBAINE

Le 21 juin, Cyrus Vance, le secrétaire d'Etat américain aux Affaires étrangères reprécisait le cadre politique dans lequel s'inscrit la position américaine à l'égard de l'Angola. « Il ne serait ni efficace, ni juste de traiter simplement l'Afrique comme une zone de compétition est-ouest » écartant ainsi une intervention à la cubaine pour faire pièce aux Soviétiques. Par contre, il disait vouloir établir des relations normales avec l'Angola. L'ouverture américaine à l'Angola n'est pas nouvelle : outre la Gulf Oil, la firme Boeing travaille en Angola depuis 1976. Au début de 1978, la firme pétrolière Texaco annonçait que les recherches qu'elle avait entreprises avaient fourni de bons résultats et qu'elle pourrait bientôt commencer la production.

Au développement des intérêts économiques s'ajoute une politique concertée des Etats-Unis avec le Portugal pour la pénétration en Angola. En pleine affaire du Zaïre, Melo Antunes, président du conseil de la révolution, était envoyé en Angola, mission qui lui permit d'établir une liaison entre les pays européens et l'Angola. Lors du sommet de l'OTAN, Carter a chaudement appuyé la politique portugaise au cours d'une rencontre avec Eanes. A la

tribune du parlement, Mario Soares a déclaré que le gouvernement angolais ne tolérerait pas d'activités politiques de partis hostiles à des Etats amis, en particulier l'Angola, répondant ainsi aux demandes de Luanda.

Enfin, une menace permanente pèse sur l'Angola : l'intrusion d'Afrique du Sud. Au début du mois de mai 1978, l'armée sud-africaine a massacré des centaines de personnes en intervenant contre des camps de réfugiés namibiens. Neto peut espérer qu'une amélioration de ses relations avec l'Occident réduirait cette menace.

Mais surtout Carter a clairement affirmé parallèlement à ces ouvertures diplomatiques, qu'il pourrait aider plus activement les opposants armés au régime. S'ouvrant partiellement aux avances de l'Occident, l'Angola de Neto est cependant de plus en plus étroitement pris en main par les Soviétiques qui veulent à tout prix étendre leur contrôle. Dans le même temps où sont reçus les Américains, l'amitié avec l'URSS est acclamée, la présence cubaine est accélérée. Cette double pression, menaçante pour toute la région, peut faire naître bien des bouleversements en Angola même.

Grégoire CARRAT

## Chili : la fin légale de la réforme agraire

La junte militaire de Pinochet a mis fin légalement à la réforme agraire en annulant toutes les dispositions légales qui avaient permis l'expropriation des 10 millions d'hectares de terres notamment sous le gouvernement Allende. Bien que l'application de cette loi ait été suspendue en 1973 après le coup d'Etat fasciste, la junte a dû reconnaître des titres de propriété aux 35 000 familles qui vivaient sur les terres expropriées. La décision de Pinochet d'annuler les mesures légales de la réforme agraire lève en même temps l'interdiction de constituer des sociétés anonymes agricoles. Ainsi se lève une menace sur les campagnes chiliennes, celle du rachat massif des terres des petits paysans, par les mêmes sociétés, à la faveur de la dégradation du pouvoir d'achat.

## Vietnam : restriction à l'emploi des étrangers

La presse vietnamienne publiait ces jours-ci une décision du gouvernement prise le 25 avril aux termes de laquelle l'accès des étrangers à l'emploi était restreint dans plusieurs secteurs de l'économie : la pêche, l'exploitation forestière, la réparation des postes de radio et de télévision, la conduite de véhicules ou d'embarcations de transport de voyageurs, l'imprimerie, la dactylographie et la photocopie.

La plus importante communauté étrangère est celle des Chinois qui, vivant depuis longtemps au Vietnam, avaient cependant conservé la nationalité chinoise.

## Samedi 24 juin

## TF 1

19 h 10 - Six minutes pour vous défendre  
19 h 15 - Journal  
19 h 50 - Coupe du monde de football  
20 h 45 - Eh bien, raconte  
20 h 55 - Coupe du monde  
22 h 00 - Starsky et Hutch. *Feuilleton américain*  
23 h 00 - Les comiques associés  
23 h 30 - Journal et fin

## A 2

17 h 10 - Des animaux et des hommes  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Top club  
20 h 00 - Journal  
20 h 45 - Le grand échiquier. Herbert Von Karajan  
23 h 15 - Journal et fin

## FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse  
19 h 05 - Télévision régionale  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Samedi entre nous  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Un juge pas comme les autres. *Film TV américain 1972*  
22 h 00 - Journal et fin

## Dimanche 25 juin

## TF 1

16 h 05 - Section contre-enquête  
17 h 00 - Sports première  
18 h 30 - Milady. *Film TV*  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Les innocents aux mains sales. *Film français de Claude Chabrol 1974. Romy Schneider*  
22 h 35 - La leçon de musique  
23 h 35 - Journal

## A 2

18 h 15 - Le petit théâtre  
19 h 00 - Stade 2  
19 h 30 - Journal  
19 h 55 - Coupe du Monde : La finale  
21 h 50 - Légendaire  
22 h 50 - Journal et fin

## FR 3

16 h 35 - Il était une fois... le pouvoir.  
17 h 30 - Espace musical. Les Goliards  
18 h 25 - Cheval, mon ami  
18 h 50 - Plein air : Thalassa.  
19 h 20 - Spécial DOM-TOM  
19 h 35 - Deux enfants en Afrique.  
20 h 05 - Histoires de France. *La belle Sabine*  
20 h 30 - Tels qu'en eux-mêmes. Dialogue avec Cézanne. *Emission de Charle Brabant. Production FR 3*  
21 h 20 - Journal  
21 h 35 - L'homme en question. Alfred Fabre-Luce  
22 h 35 - Cinéma de minuit Cycle Ion chaney. *The Black Bird. Film américain 1926*  
23 h 50 - Fin des émissions

## Lundi 26 juin

## TF 1

18 h 00 - A la bonne heure  
18 h 30 - Un, rue sésame  
18 h 55 - Ces animaux qu'on appelle des bêtes.  
19 h 10 - Une minute pour les femmes  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Eh bien raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - L'avenir du futur. Planète interdite. *Film américain de Fred McLeod 1955*  
23 h 05 - Journal et fin

## A 2

17 h 55 - Fenêtre sur...  
18 h 25 - Dessins animés  
18 h 40 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Il était une fois le tour  
20 h 00 - Journal  
20 h 40 - La tête et les jambes  
21 h 45 - Zig-Zag. *Emission de Teri. Paris musée vivant*  
22 h 15 - Chefs-d'œuvre en péril. La route Jacques Cœur  
22 h 45 - Journal et fin

## FR 3

18 h 00 - Voir et entendre  
18 h 35 - Pour la jeunesse  
19 h 05 - Télévision régionale  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - El Chunchu. *Film italien*  
22 h 15 - Journal et fin

# MAI 68 A TRAVERS LES LIVRES

Le dixième anniversaire de mai 68 a été l'occasion pour un certain nombre d'auteurs (et d'éditeurs par la même occasion) de faire paraître des livres sur ce sujet, étant assurés de bien les vendre !

Ces ouvrages, dont l'intérêt est très variable, ont des vues différentes sur mai 68 :

• Le seul livre qui se détache est aussi le seul qui soit véritablement historique. C'est le livre dont nous avons déjà parlé dans *Le QdP* du 6 juin 1978 :

— «*La France de 68*» aux Éditions du Seuil (69 F). On mettra également à part le livre :

— «*Mai retrouvé*» aux Éditions Robert Laffont (59 F) par Beynac (Journaliste de *Libération*). A partir de l'expérience très riche du Comité d'Action Travail-leurs-Étudiants, basé à Censier, Beynac pose des questions importantes sur le mouvement. Autant

pour ces questions que pour la connaissance qu'on en tire de mai 68, ce livre vaut d'être lu, même si, évidemment, on ne peut suivre l'auteur dans ses présupposés politiques.

D'autres livres racontent mai 68 au jour le jour, pour en tirer des bilans qui leur sont propres :

— «*Hôtel d'Avenir*» de J.M. Salmon aux Éditions Presses d'Aujourd'hui (52 F). Les deux tiers du livre sont un récit au jour le jour des événements du mois de mai à Paris. La seconde partie, «*Devenirs*» reprend tout ce qui a pu naître de 68, de façon confusionniste.

— «*Ondes de choc, mai 68 à l'ORTF*» d'André Astoux et Francine Gaillard aux Éditions Plon (45 F). Le dirigeant d'alors de la radio et de la télévision se lamente sur le fait que le gouvernement n'ait pas plus utilisé ses ondes ! Tout de même, il trouve

que les licenciements, sur des bases politiques, qui ont suivi étaient un peu exagérés...

• Autre livre : Se qui penchent sur ces dix années qui nous séparent de mai 68 pour en tirer certaines «leçons».

— «*Les dangers du soleil*» de Le Dantec, aux Éditions Presses d'Aujourd'hui. Une autobiographie de ces dix dernières années qui est aussi une histoire des organisations à travers lesquelles il est passé, avec une vision complètement désenchantée.

— «*Les lauriers de mai ou les chemins du pouvoir (1968-1978)*», numéro spécial de la revue *Révoltes* logiques, chez Solin (25 F). Il s'agit d'une série d'articles sur l'après-mai, à tous les niveaux : syndical, politique, culturel.

— «*Les années orphelines : 1968-1978*» de J.-Cl. Guillebaud aux Éditions du Seuil (25 F)

• Nombreux furent également les affiches, dessins, journaux muraux, journaux qui fleurirent en 68. Plusieurs éditeurs en ont rassemblés et les présentent aujourd'hui :

— «*Les 500 affiches de mai 68*» réunies par Vasco Gasquet, aux Éditions Ballard (59 F).

— Les dessins de Siné de l'époque dans «*La chienlit, c'est moi !*» aux Éditions Ballard (39 F).

— Les Éditions Jean-Jacques Pauvert rééditent tous les numéros de «*L'enragé*», journal qui est paru de mai à novembre 68. (62 F).

• Enfin, toute une série de photos couvrant les événements de mai 68 puis quelques grands événements mondiaux de ces dix dernières années ont été rassemblés dans un livre de Patrick Poivre d'Arvor : «*Mai 68-mai 78*» (photographies de l'Agence Gamma) aux Éditions Seghers (59 F). Poivre d'Arvor, c'est le giscardien de 20 h sur Antenne 2...

## Et l'acier fut trempé

156<sup>e</sup> épisode

*Kortchaguine, qui voulait reprendre du service, ne le put, car sa maladie empirait. Néanmoins, son vieil ami Akim l'aidera en lui proposant un emploi à la rédaction d'un organe central du Parti...*

Nicolas OSTROVSKI (Extraits)

Nous pouvons vous donner un travail pas nécessairement ici, mais à domicile et, d'une façon générale, dans des conditions appropriées à votre état. Mais ce travail exige malgré tout des connaissances étendues. Notamment en matière de langue et de littérature.

Tout cela présageait une défaite pour Kortchaguine. Un entretien d'une demi-heure révéla une insuffisance générale de connaissances et, dans l'article d'essai qu'il écrivit, la femme souligna au crayon rouge trois bonnes douzaines d'incorrections, sans parler des fautes d'orthographe.

— Vous possédez de bonnes dispositions, camarade Kortchaguine. En travaillant beaucoup, vous pouvez devenir un militant des belles-lettres, mais pour le moment vous ne connaissez pas la langue russe. Ce n'est pas étonnant, car vous n'avez jamais eu le temps d'étudier. Mais nous ne pouvons malheureusement pas vous utiliser. Pourtant, je répète que vous avez de très bonnes dispositions. Il suffirait de retoucher votre article, sans rien changer au contenu, pour qu'il soit excellent. Malheureusement, ce qu'il nous faut, ce sont précisément des gens capables de rectifier les articles qui nous arrivent de l'extérieur.

Kortchaguine se redressa, s'appuyant sur sa canne. Son sourcil droit tressaillait nerveusement.

— Entièrement de votre avis. Je ne suis pas taillé pour faire un écrivain. J'ai été un bon chauffeur de chaudière, un électricien convenable. Je savais monter proprement à cheval, enflammer des komсомols, mais sur votre front, je ne suis pas un guerrier !

Il prit congé et partit. Au tournant du couloir, il faillit tomber. Une femme qui passait, une serviette de cuir à la main, le soutint par le bras.

— Qu'avez-vous, camarade ? Vous êtes pâle comme un mort !

Kortchaguine mit plusieurs secondes à reprendre ses esprits. Puis il repoussa doucement la femme et sortit en s'appuyant sur sa canne.

A partir de ce jour, sa vie s'engagea sur une pente descendante. Pas question de travailler. Il restait la plupart du temps au lit. Le Comité central le libéra de tout travail et demanda à l'administration des Assurances sociales l'octroi d'une pension. Celle-ci fut accordée en même temps qu'un livret d'invalidité civil. Le Comité central lui remit une certaine somme ainsi que ses dossiers du Parti et du Komсомол, avec l'autorisation de vivre où il lui plaisait. Martha lui écrivit une lettre où elle l'invitait à venir la voir et se reposer chez elle. Pavel voulait de toute façon se rendre à Moscou, dans le vague espoir de trouver sa chance au Comité central du Parti communiste de l'U.R.S.S., où il aurait pu exercer un travail sédentaire. Mais, à Moscou aussi, on lui proposa de se soigner, on lui promit de l'envoyer dans un des meilleurs centres de cure. Il refusa.

Les dix-neuf jours qu'il vécut dans l'appartement de Martha et de son amie Nadia Peterson passèrent comme un éclair. Il restait seul des journées entières. Martha et Nadia partaient le matin et rentraient le soir. Pavel dévora la bibliothèque de Martha, qui était abondamment fournie. Des amies des jeunes filles et quelques-uns de ses camarades à lui venaient parfois passer la soirée.

Des lettres arrivaient du petit port. La famille Kützam l'appela à l'aide. La vie resserrait sa rude emprise. Là-bas, on avait besoin de lui.

Un matin, Kortchaguine abandonna le paisible logement de Moscou. Le train l'emporta vers le Sud, vers la mer, l'entraînant loin de l'automne pluvieux, vers le rivage ensoleillé de la Crimée méridionale. Il observait la fuite éperdue des poteaux télégraphiques. Sous les sourcils froncés, les yeux sombres exprimaient l'obstination.

A SUIVRE

# Les Vosges: un département licencié ?

Par Richard FEUILLET

## A PROPOS DES DIRECTIONS SYNDICALES :

### «De vrais révolutionnaires... en paroles !»

#### ENTRETIEN AVEC LES RESPONSABLES CGT ET CFDT

Cette querelle de boutique, que certains dirigeants CFDT utilisent de la même façon pour cacher leur inaction, est dangereuse. Quelques militants sincères y participent, aussi, croyant vraiment faire avancer le «débat» par ce moyen.

Mais d'autres, militants et responsables CGT et CFDT, en ont assez, et élèvent la voix pour expliquer que cette bataille qui occupe le devant de la scène (aussi les coulisses, mais on ne le voit pas) n'est qu'un moyen de différer la lutte. Explications d'importance, qu'il faut amplifier, afin que la «volonté de lutte» de certains dans les directions syndicales apparaisse réellement pour ce qu'elle est. Afin de leur demander des comptes. Et de passer outre s'ils persistent à ne rien faire.

Certes, certaines critiques cégétistes sont justifiées contre certains dirigeants de la CFDT et réciproquement.

#### «BEAUCOUP DE TAPAGE A LA TÉLÉ MAIS C'EST TOUT !»

Mais de nombreux travailleurs et militants et même hauts responsables refusent néanmoins de rentrer dans une querelle dont des responsables CGT et CFDT se servent d'abord pour masquer leur propre inaction.

Le responsable CGT de l'usine des Grands Sables, secrétaire du CCE des usines Boussac comme les autres délégués de la section d'ailleurs déclare par exemple : «La CFDT ? C'est vrai qu'elle était assez dure pendant un moment. Il y a quelques mois certains disaient : «Textile ou pas textile, on va mener une de ces bagarres !» En fait, c'est tout le contraire ! Je l'ai même dit à certains. «Vous critiquez la CGT de Vincey parce qu'elle est pour le «textile» mais elle ne fait jamais que dire ce que vous disiez il y a une paire de mois !» Ils disent que ce n'est pas vrai ! du baratin, ils en ont, certains à la CFDT, ça devient

même fatigant, mais il n'en ressort jamais rien de concret». Mais certains responsables CGT valent-ils mieux ? Non ! «Prêts à se battre, dans les communiqués de presse ! Beaucoup de tapage à la télévision, à la radio, ah, ils sont toujours en vedette ! Y'en aurait devant vous, vous les verriez, de vrais révolutionnaires, mais c'est tout, ça s'arrête là !» «Quand on va en réunion,» poursuit un autre militant, «on les entend, on va faire ça, ils sont toujours les premiers, mais c'est tout !»

Comment est donc appliquée cette «résolution d'action» concluant la réunion des UL CGT et CFDT du 8 juin, qui appelait fermement à «la surveillance des entreprises pour empêcher tout démantèlement de l'outil de travail, y compris pendant les congés ?» A l'usine de Vincey par exemple, «vendredi dernier, cette usine était «occupée» complètement. J'y suis allé», raconte ce militant CGT en demandant à la concierge : «Il y a beaucoup de monde avec vous ?». «Oui, je suis toute seule». «Nous avons demandé aux responsables syndicaux» poursuit le responsable CGT des Grands Sables, «pourquoi ils ne faisaient pas de surveillance. Ils ont l'air de dire, qu'on n'est plus motivé, car on n'a plus de tissus à garder. C'est un prétexte !» L'usine de Vincey est en effet la plus importante à être fermée !

«Pourquoi ils se défilent ? Parce qu'ils ont une proposition (éventuelle) de rachat, dans le textile. Ils l'avaient dit, ils voulaient rester textile auquel cas, ils ne toucheraient à rien. J'ai l'impression que la lutte ne les intéresse plus. Et cela uniquement parce qu'une simple promesse de rachat — mais c'est le textile qu'il faut défendre ! — a été faite, et sans qu'on sache dans quelles conditions !

Comme on le voit dans cette affaire, la responsabilité de l'inaction incombe bien aussi à certains dirigeants CGT, syndicat ma-



Les ouvrières des usines Boussac de la vallée de la Moselle (Vincey, Thaon, Igney, Nomexy) crient leur colère. C'était le 10 mai, à la Maison de retraite de Bettencourt : syndiqués CGT - CFDT, non syndiqués, dans l'unité, affirmaient leur volonté de se battre pour «vivre et travailler au pays»

jointaire à Vincey, et même surtout à eux. Alors qu'ils cessent d'accuser les autres de passivité, pour cacher la leur !

Que certains dirigeants CFDT cessent aussi ces querelles de boutique qui repoussent aux calendes grecques des réunions où devraient être définies les actions à entreprendre : «Il y a une chose que l'on voit encore trop» affirme le responsable CGT des Grands Sables, «si un syndicat fait une chose de bien, l'autre lui tire dans les pattes et réciproquement. En tant que secrétaire du CCE, je m'arrange toujours pour faire des réunions inter-syndicales, inter-entreprises. Et bien, dans un même établissement, si la CGT vient, la CFDT ne vient pas ! On n'a pas encore réussi à faire une réunion inter-syndicale au complet !»

#### «L'INCIDENT» SIGNIFICATIF DU 26 MAI

Bien sûr, une certaine unité existe bien entre les directions syndicales mais pour signer des «résolutions d'actions» comme celle du 8 juin qui ne sont pas appliquées. Et jamais

— c'est le fond du problème — l'unité ne s'est faite sur la base des propositions d'action de leurs militants ! «On propose», font remarquer des militants CFDT de Thaon, «que tous les 8 jours, on réunisse les gars en chômage partiel bloqué, pour faire le point». Cette proposition qui ne faisait que pallier à l'isolement dans lequel sont laissés les «chômeurs», condition minimum mais première pour éviter la division, le découragement et préparer la mobilisation de juillet, n'a pas été prise en compte. «Si on avait réussi à mettre ça au point dans nos réunions de comité central d'entreprise, à Igney... mais on a commencé à s'engueuler, on n'a jamais mis noir sur blanc : «à telle heure, tel jour, on prend telle décision». Les propositions de la CGT des Grands Sables (affiches, tracts et autres moyens) faites depuis un mois, en vue de préparer la mobilisation pour les vacances ? Pas prises en compte non plus.

Où les querelles de boutique apparaissent encore mieux comme un moyen de cacher l'inaction, c'est quand l'UL CGT ordonne publiquement à la

● Après la puissante journée «Vosges mortes» du 26 mai, la mise en place d'un plan d'action un tant soit peu sérieux contre les menaces de licenciement chez Boussac, se faisait plutôt attendre il y a quelques jours encore, à 10 jours des congés, où la menace de déménagement d'usines entières n'est nullement écartée. Aucune décision d'action claire n'était sortie de la dernière réunion inter-syndicale, il y a huit jours, hormis l'organisation d'une journée «portes ouvertes» en septembre. Et les travailleurs n'ont pas été jusqu'ici réellement mobilisés pour l'occupation, en juillet, des usines.

Alors que les protestations se multiplient contre cette passivité, les directions syndicales se querellent. La direction de la CGT, syndicat majoritaire, tente de faire porter la responsabilité de l'inaction sur les travailleurs et l'ensemble de la CFDT. Par le biais de l'UL d'Epinal ou par le biais de ses vieux militants «expérimentés», les attaques se multiplient, sournoises et même publiques. Les déclarations «d'unité d'action» n'y font rien, n'étant pas appliquées.

«La CFDT ne s'accroche pas, ils sont toujours à la traîne, il faudrait qu'ils aillent un peu plus vite» entend-on même de la part de militants sincères.

certaine conception du moins : «Oui, les syndicats sont trop divisés mais il faudrait que la CFDT fasse bloc avec la CGT. Mais ce sont des gens un peu personnels qui voudraient bien commander d'abord ! Mais ils sont venus après, alors qu'ils s'accrochent aux lois de la CGT !» Cette conception de l'unité a l'avantage, bien sûr, d'éviter le débat de fond et risque bien d'engager la lutte dans une impasse !

Certains dirigeants syndicaux s'accusent mutuellement de ne rien faire, ce qui est souvent vrai, mais ils prétendent en plus que leur propre passivité est celle des travailleurs.

Nombre de ces travailleurs, avec des militants de base, disent : «C'est faux, et ces querelles, ça suffit !». A Bettencourt, contre Petit, les directions syndicales ont été débordées ! Aux grands Sables, les ouvrières n'ont pas attendu leurs directives pour se réunir en assemblée générale et prendre à bras le corps les difficultés (garde d'enfants par exemple) pour défendre l'usine !

Et à Thaon, les militants CFDT — syndicalistes véritables, il faut le préciser — reconnaissent néanmoins que les ouvrières n'ont pas manqué, les apostrophant sévèrement, de leur demander des comptes, quand la riposte contre le retard des payés n'a pas été prise en main !

Oui, la combativité existe. Weber, responsable CGT des Grands Sables, qu'on ne peut taxer de triomphalisme et connaissant bien les travailleurs, le dit : «Les travailleurs ? Oh, ils ont envie de se bagarrer. S'ils étaient bien épaulés, ce ne serait pas dur de les faire entrer dans la bagarre, mais l'envie ne suffit pas, il faut des propositions !»

Cette lutte, des militants CGT et CFDT parlent aujourd'hui de l'engager. En obligeant les directions syndicales à la prendre en main. Ou, à défaut, en la prenant en main eux-mêmes, en passant outre. Ils en discutent.

fédération CFDT Hacuïtex de se taire après qu'elle ait publié un communiqué dans la presse locale, faisant état de propositions d'action réelles !

«C'était la semaine dernière», explique le responsable CFDT de Thaon : «La CGT a pondu un télégramme qui disait grosso modo : «La CFDT ne représente rien chez Boussac, qu'est-ce qu'elle la ramène ? C'est nous qu'on est les plus forts !»

Au nom de cet esprit de boutique, l'UL CGT n'a pas hésité à prendre le risque de saboter la journée «Vosges mortes». «C'était flagrant», raconte ce délégué de Nomexy. La CFDT était pratiquement en tête. Alors, le permanent CGT, en voyant ça, a dit : «Retournez vos banderoles» et hop, on repart avec la CGT ! Ça faisait bien, les élus locaux, se sont retrouvés devant !

#### LES TRAVAILLEURS VEULENT SE BAGARRER MAIS IL FAUT DES PROPOSITIONS !

L'intérêt de chapelle n'empêche pas certains militants CGT d'être partisans de «l'unité» ; d'une